

n° 728 — 4 F

du 3 FEV. au 9 FEV. 1977

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

X<sup>e</sup> Congrès du PSU  
Pour le rassemblement  
des autogestionnaires



**mourir à Madrid**

**Directeurs politiques :**  
Christian Guerche — Alain Tiemcen

**Rédacteur en chef :**  
José Sanchez

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Desliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

**Maquette :**

Max Pagis

**Collaboration technique :**

J.-L. Craipeau

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux  
Elizabeth Vignati

**Promotion :**

S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**  
566-45-37

**Commission paritaire :** 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Photocomposition :**

Informat Press. Tél. : 254-71-18,  
Saint-Ouen.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

## sommaire

### Où va la France ?

La rigueur du classicisme. *Interview d'Alain Krivine, par L. Goldberg* P. 4  
Par Pompidou interposé. *C. Guerche* P. 5  
Le pèlerin de Riyad. *J. Sanchez* P. 6

### Luttes en classe

La guerre des deux écoles. *G. Petiot* P. 7

### Briser la chaîne

Vingt-trois ans de ma vie. *Cochard Lucien* P. 8  
Lavaur : le Crédit agricole à l'assaut. *PSU-Lavaur* P. 9  
Cossierat : Agache-Willot a dû céder. *PSU-Amiens* P. 10

### Notre dossier :

#### X<sup>e</sup> congrès du PSU : pour le rassemblement des autogestionnaires

Résolution politique P. 11  
Appel aux militants autogestionnaires P. 11/12  
Eléments pour un programme populaire pour l'autogestion P. 13/14

### Et pourtant elle tourne

Le PSU et le Tribunal Russell-RFA. *A. Chataignier* P. 16  
Espagne : Semana negra. *Cl. Desliat* P. 17  
Bénin : le « complot permanent » P. 18  
Djibouti : la colère d'Hassan Gouled. *Ph. Marielie* P. 19

### La parole à

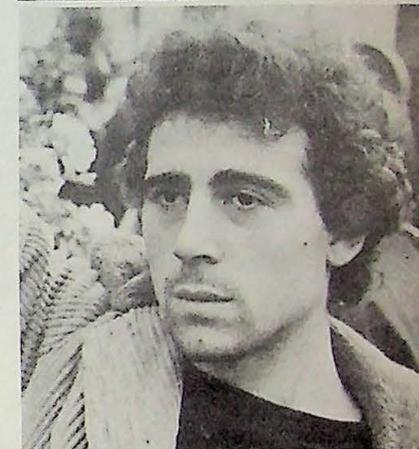
Roger Planchon. Propos recueillis par D. Nores P. 20/21

### Les armes de la critique

Un inoubliable opéra de la déchéance. *F. Gastellier* P. 22  
Un avocat... des avocats. *M. Etienne* P. 22  
Points de vue. *R. Lanarche* P. 23  
Le congrès du PSU et la presse P. 24



X<sup>e</sup> CONGRES  
PSU Le Pouvoir au



## courrier des lecteurs

1210 F, c'est le résultat brillant de la campagne d'abonnement à « TS » réalisé par la section de Lisieux Pays d'Auge. Action à imiter, toutes affaires cessantes !

Quelques lettres de la semaine :

● **Robert Guédé, de Paimpol**, suggère, afin de maintenir un équilibre financier du journal, de ne pas dépasser les 24 pages. « C'est largement suffisant. Il n'est pas rare qu'un TS arrive avant qu'on ait fini le précédent [...] alors ne le faites pas trop épais, notre journal ! »

■ *Cela prouve que TS est lu avec attention. Merci.*

● **P.J. (Essonne), satisfaction pas béate du tout !**

« Il y a longtemps que je voulais écrire à TS pour exprimer ma satisfaction absolument pas béate d'admiration, quant à la nouvelle formule : informa-

tions concises, analyses débouchant sur des mots d'ordre intéressants, style simplifié, etc. [...] Cela dit, deux petites choses me gênent encore : plus grande ouverture aux suggestions [...] en envisageant le développement d'un réseau de correspondants régionaux permanents ; diffusion de feuilles de propagande hebdo. »

● **Francis G., de Calais**, attire à nouveau l'attention sur les « une » qui n'accrochent pas « le client ». Trop de ces affreux Ponia, Giscard, Carter, flics ou bâtiments de l'Etat, ou canons... « On sait que ce n'est pas facile et que ça coûte cher une bonne première page ; mais enfin on préférerait encore voir la photo de Mousel ! [...] Bravo pour le dernier TS sur les oppositions en URSS. »

● **Patrick Brossard, Le Mans - lentement mais sûrement...**

« Sympathisant, abonné à TS depuis avril 76, j'ai fait la connaissance du PSU et de TS il y a trois ou quatre ans. Ma sympathie et mon adhésion au PSU ont mûri lentement en confrontant les expériences de luttes des différents partis politiques de gauche et leurs projets de société. »

■ *Notre correspondant signale encore des articles difficiles à lire (mais heureusement assez rarement), souligne l'important pourcentage de « prolétaires » (41 %) au PSU (« c'est important » écrit-il). Il suggère aussi que « TS aurait intérêt à expliquer l'efficacité du PSU par rapport à d'autres organisations. Le PSU, écrit-il encore, « doit garder toute son autonomie vis-à-vis des partis du Programme commun et de l'extrême gauche ».*

■ *Le dixième Congrès du PSU qui s'est tenu ce week-end dernier à Strasbourg, a largement tenu compte de ces observations.*

### Meeting-Gala

le 10 février

Salle  
de la Mutualité  
à 20 h

pour la libération  
des prisonniers  
politiques basques

en Espagne  
et à l'île d'Yeu



## mourir à Madrid non-lieux en série

Christian Gallut, juge d'instruction à la Cour de Sécurité de l'Etat n'a plus le moral : il vient de rendre vingt et une ordonnances de non-lieux dans l'affaire de « démoralisation » de l'armée. Il lui reste trente-cinq inculpés sur les bras, dont il ne sait plus très bien que faire. Son cerveau, tout militaire, s'est laissé impressionner par les réquisitions du Parquet (auquel un membre du cabinet de Giscard, pas moins, a apporté la griffe présidentielle) et a « imaginé » trois catégories d'individus peu recommandables : les « concepteurs » de tracts et textes démoralisants, ceux qui les ont transmis et, enfin, ceux qui les ont distribués. Seuls ces derniers conserveront vierge leur casier de lampiste. Les trente-cinq autres attendront que Gallut retrouve, par gouvernement interposé, un peu d'imagination pour refiler leur dossier à la juridiction des assises, soit pour les blanchir quand les vagues créées par le scandale seront moins fortes.

Il reste que certains camarades ont passé plusieurs semaines en prison, ont subi l'arbitraire intolérable d'une procédure exceptionnelle. Cela n'a aucune espèce d'importance, puisque comme l'a rappelé Giscard aux *Dossiers de l'écran*, notre pays est un paradis de liberté.

Des libertés à l'abandon ! Le dossier de tous les inculpés étant vide, il convient que tous bénéficient du même non-lieu, sans parler des indemnités que devront leur allouer les pouvoirs publics, pour le grave préjudice qu'ils ont subi.

En attendant, les comités de soldats ça existe toujours, et ça existera jusqu'à ce que le droit d'association ait été donné aux militaires. Affaire à suivre...

# éditorial

## les axes du X<sup>e</sup> congrès

**S'**IL est une chose que nul ne peut plus mettre en doute, après le X<sup>e</sup> congrès du PSU, c'est la vitalité de notre parti et sa place dans le mouvement ouvrier. A ceux qui nous prédisaient, après le départ de Michel Rocard et de Robert Chapuis, un rapide effondrement, à ceux qui déniaient encore au PSU à la veille de son congrès, le droit à l'existence, le congrès apporte une réponse dépourvue d'ambiguïté. Il montre que notre parti n'a rien perdu de son audience nationale et internationale, que l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche et organisations syndicales ouvrières se sentent concernées par ses débats. Quant aux délégations étrangères, leur nombre et leur qualité a fait dire, avec quelque humour au « Monde » que l'on pouvait penser à une V<sup>e</sup> Internationale.

Il n'est pas de miracle en politique et si le PSU est bien vivant, quoi qu'en aient pu dire ou désirer les uns et les autres, c'est qu'il répond à un besoin. On a souvent dit qu'il exprimait un double refus : celui de la social-démocratie et du stalinisme. Cela est vrai. Mais un refus n'est pas encore la justification d'une réalité politique. Ce qui légitime et explique l'existence et la place du PSU, c'est une affirmation qu'il est le seul à porter en avant dans son élaboration politique, comme dans sa pratique militante. Cette affirmation était au centre de notre X<sup>e</sup> congrès. Ce n'est pas seulement l'expérience historique, mais aussi la nature de la crise sociale et celle des aspirations et des luttes populaires d'aujourd'hui qui appellent au plan stratégique comme au plan programmatique, des réponses différentes de celles que leur donnent les branches traditionnelles du mouvement ouvrier.

**C'**EST bien parce que, en dépit de « l'aggiornamento » qu'a opéré le PS et que cherche à réaliser le PCF, les mêmes problèmes demeurent, et parce que, dans l'état actuel de l'extrême gauche, il n'y a pas, non plus, de ce côté, de perspectives nouvelles que le PSU reste un outil indispensable dans la lutte pour le socialisme et que bien des militants, même engagés dans le sillage du Programme commun, en reconnaissent le rôle.

Le congrès de Strasbourg s'est réuni dans un moment où la bataille de classe est marquée par une série de contradictions que Michel Mousel analysait dans son intervention. La lutte sociale est entravée par l'attente d'une solution politique qui, elle-même dépend pour une large part de la capacité qu'aura le mouvement ouvrier et populaire à mettre en échec les plans du pouvoir. L'attentisme des états-major politiques de la gauche risque, de plus en plus, de compromettre la victoire électorale qu'ils escomptent. Les divisions, au sein de la droite, pourraient également servir le pouvoir dans la mesure où l'on attendrait sa défaite de leur seule existence.

**O**N voit aussi se manifester une tendance à considérer que Chirac représentant le danger principal, d'autres pourraient constituer un moindre mal. Ce sont quelques-uns des dangers que comporte la situation actuelle. Il en est d'autres, notamment l'acharnement de la concurrence entre les deux principales forces de la gauche qui retarde la réalisation de l'unité en trop d'endroits, ou qui l'empêche de se conclure sur des bases satisfaisantes.

Le congrès de Strasbourg a confirmé à une très large majorité les choix de Joinville. Le PSU, pour sa part, continue de rechercher, avec toutes les forces populaires, l'unité dans le combat contre la droite, dans le respect de son autonomie de stratégie et de programme.

Le X<sup>e</sup> congrès s'est également prononcé pour le développement de l'effort de rassemblement des auto-gestionnaires et la recherche de la convergence politique à travers l'action commune et le débat avec toutes les forces susceptibles de s'unir dans la lutte pour l'autogestion socialiste.

Renforcement de l'unité d'action, développement de l'unité populaire et de la force politique socialiste auto-gestionnaire pour contribuer à la défaite de la droite et préparer les conditions de la bataille pour le pouvoir des travailleurs, tels sont les axes du X<sup>e</sup> congrès du PSU.

Victor LEDUC ■

## humeur : ordinateur et peinture rose

L'idéal, quand on veut peindre son intérieur en rose, c'est d'avoir de la peinture rose. La preuve : le meilleur économiste français n'ayant plus depuis longtemps de peinture rose à sa disposition pour ravalier périodiquement le fragile édifice des prix est dans l'obligation de se livrer à de hasardeuses alchimies sur les indices et les prévisions. Autrement dit ce pauvre Barre travaille sans filet, suspendu aux oracles d'un ordinateur qui crache alternativement le rouge et le blanc.

Dès le quinze du mois, par un entonnoir solidement maintenu et étroitement surveillé, les informaticiens déversent une épaisse purée de chiffres dans la machine. Si épaisse, la marmelade de statistiques et de relevés, que l'on distingue difficilement les ingrédients. L'ordinateur mélange consciencieusement le tout, tandis qu'à la sortie l'indice passe sans arrêt du rose au rouge. Barre, qui est le seul à savoir que les prix baissent, commande des tonnes de chiffres blancs comme neige. Un vrai suspense.

L'ordinateur qui se fout des angoisses gouvernementales continue imperturbablement à faire varier la température économique de la France au jour le jour. Tandis que dans l'entonnoir on broie, on tasse, on mélange avant de râcler les fonds de tiroirs. C'est qu'il ne faut pas gâcher l'optimisme, vu la pénurie en matériau de base.

La préparation de décembre a été particulièrement éprouvante pour les nerfs de ces pauvres gens qui nous gouvernent. La température indiciaire de l'ordinateur sautait sans arrêt de 0,25 à 0,50 : une vraie fièvre maligne. Ça n'a pas de cœur un ordinateur : ça ignore que lorsque la fièvre ne dépasse pas 0,34, la tradition statistique en fait du 0,30 et qu'à partir de 0,35 cela compte pour 0,40. Juste de quoi faire sauter l'indice 1976 à 10 %.

Affreuse angoisse, attente enfiévrée des foules regardant, les yeux écarquillés, le numéro de cirque du plus grand équilibriste français : tombera, tombera pas ?

L'ordinateur est bon prince quand on le nourrit en mets soigneusement choisis. Alors, devant la population émerveillée, dans un terrible craquement, avec un scintillement de lumière et dans une fumée qui masqua un instant l'appareil, à la date du 31 décembre, il s'est arrêté sur 0,34 %, juste avant les huitres du premier de l'an ! Secoué, épuisé, mais intact. Il paraît que l'engin est programmé pour ne jamais faire tilt quand on le secoue un peu trop en période électorale.

Il ne restait plus à Barre, le peintre-économiste-équilibriste (et le meilleur) français qu'à passer la peinture rose. Tandis que dans tous les services du ministère des Finances les statisticiens balayaient des morceaux de chiffres et de relevés : à la poubelle, car personne ne sait trop d'où ils viennent ni à quoi ils pourraient bien servir.

Applaudissements, l'équilibriste peut passer la sébille : à votre bon cœur *m'sieu dames, c'est pour l'ordinateur.*

Reste que l'on connaît des alchimistes fort expérimentés qui à force de jouer avec le feu, à force de transformer de la merde en or, ont fini par tout prendre en pleine gueule. Mais on sait aussi qu'il est une tradition tenace du cirque en cas d'accident : monsieur Loyal bondit et tandis que l'on emmène le jongleur, il proclame *Mesdames et Messieurs le spectacle continue.*

C.-M. VADROT ■

# où va la France ?

## Alain Krivine : la rigueur du classicisme

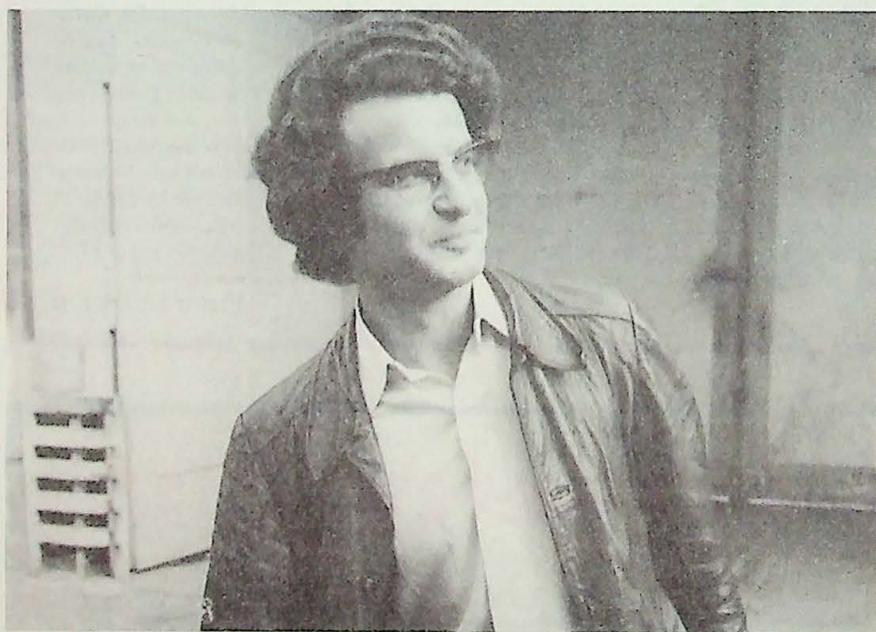
L'interview d'Alain Krivine, programmée avant l'ouverture du congrès de la Ligue communiste révolutionnaire, pour le dernier numéro de *Tribune socialiste* nous est parvenue — la faute en est aux P. et T. — le jour de la sortie du journal. Nous la publions malgré tout dans ce numéro. Nous reviendrons prochainement sur les conclusions du congrès de la LCR.

**T.S. :** N'y a-t-il pas chez vous une sorte de ras-le-bol, de rejet manifesté par exemple par les groupes de travail qui se situent hors tendances ou par la révolte des femmes de la LCR ?

**Alain Krivine :** Plutôt que de ras-le-bol, on pourrait parler dans une certaine mesure de crise du militantisme, qui est liée autant à la situation politique présente (poids de l'union de la gauche) qu'à des facteurs plus profonds et durables (crise des valeurs et des rapports sociaux). Alors, rejet de

ce congrès le problème de la place des femmes dans une organisation révolutionnaire, problème qui traverse toutes les tendances. Mais on ne peut dissocier cet aspect des questions d'orientation fondamentales sur la conception du féminisme, les rapports entre lutte des classes et lutte des sexes, qui font aussi l'objet d'un débat qui ne recoupe pas forcément le découpage des tendances aujourd'hui constituées.

**T.S. :** La problématique de certains groupes de travail — de type autogestionnaire —



quoi ? Plus de 80 % des militants, dans les congrès locaux, se sont prononcés pour les quatre tendances en présence. Les « groupes de travail » expriment donc davantage une remise en cause des pratiques de débat qu'une orientation définie (eux-mêmes revendiquent précisément leur diversité) ou un ras-le-bol théorisé. L'aspect positif du débat, c'est au contraire la recherche collective, dans la confrontation des positions, de réponses politiques et organisationnelles à la crise de croissance que nous traversons.

Quant à la « révolte des femmes » dont vous parlez, elle n'exprime que de très loin la réalité de la situation. Notre organisation, comme toute autre, est marquée par la société dans laquelle elle baigne et reproduit donc en partie certains traits de l'oppression des femmes. Il en résulte une série de conflits qui posent dans

ne remet-elle pas en cause votre conception léniniste de l'organisation ?

**A. K. :** La LCR, en tant que telle se réclame de l'autogestion socialiste, sans pour autant remettre en cause les principes léninistes d'organisation. Nous ne voyons là aucune incompatibilité. Quant à savoir si des groupes de travail remettent en cause la conception léniniste du parti, ce sera à eux de le dire lors du congrès.

**T.S. :** Vous avez amorcé une certaine critique des pratiques de vos militants dans les organisations de masse, sans aller jusqu'à réviser votre conception traditionnelle des rapports partis/masses. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

**A. K. :** Plus précisément, nous avons critiqué les pratiques qui ont pu être les nôtres au cours des années 1970-1971 notamment, et qui

étaient liées à une orientation de l'organisation (plus qu'à des conceptions théoriques), que nous avons mises en cause depuis comme ultra-gauches et sectaires. D'autre part nous avons développé notre réflexion, tant historique qu'actuelle, sur les rapports avant-garde/masses ; en nous appuyant sur notre expérience syndicale et sur une lecture critique des premiers congrès de l'Internationale communiste, nous avons abouti, dans nos textes, à une prise de position sans ambiguïté sur la souveraineté des organisations de masse (syndicats, conseils, mouvement des femmes, comités de soldats) par rapport au parti. Une prise de position aussi nette s'accompagne nécessairement, de notre point de vue, d'une lutte intransigeante pour faire respecter la démocratie syndicale et ouvrière : respect du fédéralisme dans les syndicats, responsabilité et révocabilité des mandataires devant leurs mandataires, droit d'expression des minorités, respect sans exclusive du pluripartisme. Nous ne pourrions que souhaiter que les organisations qui se revendiquent d'une « problématique autogestionnaire » (organisations syndicales et politiques) se montrent aussi conséquentes que nous sur ce terrain.

**T.S. :** Remettez-vous en question votre fonctionnement en fraction dans les organisations syndicales ?

**A. K. :** Nous avons déjà répondu sur ce point dans la lettre adressée par le bureau politique de la LCR à la direction de la CFDT. Le syndicat ne saurait prétendre empêcher les mili-

tants politiques de discuter et confronter leurs expériences syndicales au sein de leurs partis. Ce que peut et doit exiger le syndicat, c'est que les militants, dans les instances syndicales, les congrès, etc., ne parlent pas au nom de leur parti, mais au nom des gens qui les ont mandatés, c'est-à-dire des syndiqués et d'eux seuls.

**T.S. :** Sur le problème de l'union de la gauche, vous semblez avoir un débat très classique (front populaire ou non ?). Quelles en sont les implications pratiques ? Comment pensez-vous mettre en œuvre votre politique de front unique avec les réformistes ?

**A. K. :** Ta question soulève toutes les questions fondamentales d'orientation du moment. Je doute donc qu'il soit possible d'y répondre dans la limite de cet interview. Nous aurons probablement l'occasion d'y revenir plus longuement à l'issue du congrès. Pour l'instant, contentons-nous de remarquer que le classicisme a souvent eu de son côté le mérite de la rigueur. Quant aux conséquences pratiques de notre débat, elles peuvent être mesurées à tout point de vue à travers la question des municipales : quelle attitude envers l'union de la gauche, quelle politique unitaire des révolutionnaires ?... Et sur ces points, le « modernisme » du PSU l'a conduit pour l'instant dans les bras (pas très ouverts d'ailleurs) des réformistes.

Propos recueillis par  
Léo GOLDBERG ■

## vient de paraître aux éditions Syros

dans la collection « combat culturel », 127 p., 18 F



Centre Pompidou CNAC, plateau Beaubourg... Depuis 1969, on s'interrogeait sur cet « événement d'ampleur nationale » ainsi qualifié par le pouvoir.

Et voilà qu'a surgi de terre, sur un vaste plateau du IV<sup>e</sup> arrondis-

sement de Paris, un mouvement tout de verre et d'acier qui, selon le vœu de Georges Pompidou, devrait marquer notre époque sur le plan architectural.

Cathédrale ou château fort de l'art d'Etat : pour quelle culture, pour quel public a-t-on voulu ce musée ?

Ce livre rassemble diverses contributions portant sur chacune des facettes du phénomène Beaubourg : des artistes, des représentants des personnels du Centre, des représentants des comités de quartiers, des militants politiques donnent leur point de vue sur Beaubourg. Analyses et stratégies sont souvent différentes, mais l'unanimité se fait sur une évidence : Beaubourg pierre de touche de la politique culturelle du pouvoir ; et sur une question : comment travailler à en faire un instrument qui soit réellement au service de tous les travailleurs, considérés non comme des assistés, mais qui prendront part aux décisions dans la marche du Centre ?

En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, CCP 1970 628 Paris.

## par Pompidou interposé

On s'attendait bien à ce que la mémoire de Georges Pompidou soit évoquée par Giscard d'Estaing, lors de l'inauguration du Centre Beau-bourg. On s'attendait moins à ce que Giscard cherche à se présenter comme son héritier spirituel, et fasse ainsi la nique à Jacques Chirac. Municipales obligent.

Ainsi donc le spécialiste du « oui mais » à de Gaulle, s'abrite maintenant derrière Georges Pompidou pour se donner consistance face aux assauts que lui livre Jacques Chirac. Une mémoire fâcheusement tenace nous rappelle qu'en mai 1968, Giscard d'Estaing demanda publiquement le départ du premier ministre de l'époque Georges Pompidou, contribuant ainsi à ouvrir la blessure dont il a parlé dans son discours. Il est vrai que pour se rattrapper et lui ouvrir ensuite la voie de l'Élysée, il demanda aux Français de voter « non » au référendum sur la réforme régionale, qui renvoya de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises.

Mais cessons de faire de la politique politicienne en parlant de l'hôte de l'Élysée. Celui-ci comme chacun le sait a trop de hauteur pour en faire, et laisse ce soin à deux patauds qu'il aime bien pour l'instant : Barre et Poniatowski.

### vous en êtes un autre

Ceux-ci sont requis pour recevoir les baffes que Chirac leur allonge jour après jour, sans pouvoir lui répondre directement au nom du pluralisme de la majorité.

Ce pluralisme qui n'est pas comme chacun le sait la discorde, mais dans lequel Chirac s'est engouffré, pour affirmer sa suprématie sur la majorité de la majorité, avant de l'étendre comme il l'a lui-même dit à la majorité toute entière.

Pour cela, Chirac ne s'embarrasse pas de formules. Barre lui écrit, Chirac lui répond. Et après avoir demandé à voir Giscard d'Estaing, rend publiques les lettres pour ridiculiser celui-ci, et montrer ainsi à quel point il se fout de son avis.

Il s'en fout c'est le terme qui convient, puisque le dialogue rendu public montre que ces messieurs, ne savent se dire et se répéter que « Vous en êtes un autre ».

### la rupture est consommée

Pourtant jusqu'à la dernière minute, les conciliateurs dirigés par Guichard ont essayé d'empêcher la rupture. La dernière tentative consistait à laisser la voie libre aux primaires dans les secteurs sûrs, mais de faire des listes communes dans les secteurs « menacés » par la gauche.

Le principal lieutenant de Chirac, Jérôme Monod, s'avance dans cette direction devant la presse internationale. Le surlendemain Chirac lui inflige le plus cruel démenti. Il y aura des listes RPR, partout. Le pari de Chirac est clair, il veut battre non seulement la gauche, mais aussi la plupart des dirigeants des RI (d'Ornano, J. Dominati, secrétaire général, R. Chinaud, Président du groupe parlementaire) qui se sont portés candidats.

Par là même il veut barrer la route à tous ceux qui rêvaient d'une coalition centre gauche, incluant une partie de la majorité et socialistes et radicaux de gauche.

D'où les questions directement posées à Giscard d'Estaing, et auxquelles, vaille que vaille, celui-ci doit répondre. Ce qu'il commence à faire.

### les trois échéances

Première constatation : Chirac a tiré les leçons de l'échec de la majorité aux dernières élections cantonales. La majorité avait essayé de dépolitiser ces élections, en précisant qu'il ne s'agissait d'élire que de bons gestionnaires, et de cela seulement.

Pour les élections municipales elle a repris les mêmes thèmes. Il n'est que de voir la campagne déjà commencée par d'Ornano pour le constater. Mêmes causes, mêmes effets, se dit Chirac, qui du coup, prend toutes décisions pour que la campagne soit politisée au maximum. Il veut un affrontement clair — droite contre gauche —, et pour cela enfourche le cheval « anti-collectiviste ».

Ce faisant il espère se créer dès avant les législatives, des bastions très importants : la capitale et la plupart des grandes villes.

Car les législatives ne sont pas loin et Chirac prend en compte deux hypothèses :

— Ou la gauche gagne, et alors à partir de ces bastions, il peut partir à la contre-attaque, en jouant à fond la carte de la petite et grande bourgeoisie des villes ;

— Ou la droite gagne, et il en devient le leader incontesté.

La route de l'Élysée s'ouvre pour lui. D'où l'insistance qu'il met à demander à Giscard d'Estaing, ce qu'il fera en cas de victoire de la gauche. Pour lui il n'y a aucun doute : Giscard, dans ce cas, doit tirer la leçon de son échec et partir. Ce qui lui permet dès aujourd'hui d'effrayer le chaland en lui montrant que s'il vote



à gauche, c'est une crise institutionnelle qui s'ouvre.

A cette dernière question, Giscard d'Estaing vient de répondre aux Dossiers de l'Ecran. Que dit-il ?

« Si les Français se prononçaient en majorité pour le Programme commun, j'ai deux réflexions à faire. D'abord, il est important que les Français sachent que devant les difficultés qui surgissent, le président ne s'efface pas. J'accomplirai mon mandat pour la durée fixée. Ensuite si les Français font le choix d'une certaine politique, il sera évidemment tenu compte de cette volonté. Cela dépendra de la manière dont cette volonté se sera exprimée. Certains disent que je suis prêt à m'en accommoder. Non. »

Il refuse donc la solution de Chirac, mais dans le même temps, interpelle la gauche, ou du moins une partie de celle-ci. Le « tout dépend de la manière », suivi du « je ne m'en accommoderai pas », dessine la majorité centre gauche, dont effectivement Giscard rêve.

Et de rappeler à son « fils spirituel » que Georges Pompidou n'avait jamais joué à « moi ou le chaos », et qu'il se veut comme lui, « président de tous les Français ».

Peut-on, dans ces conditions, ou se borner à présenter Chirac et Giscard, comme les simples acteurs d'une comédie, comme le fait sommairement Georges Marchais, ou garder le silence sur les conséquences effectivement institutionnelles d'une victoire de la gauche, comme le font les leaders du Programme commun.

Tout se passe comme si la gauche, n'avait qu'un souci : celui de rassurer. Laissant ainsi la dynamique de Chirac se développer.

Au contraire, pour la casser, il est indispensable de passer à l'offensive, et de ne pas s'installer dans la douce béatitude du vainqueur désigné, qui

pourra dire après, ce qui sera fait.

Et s'il n'y avait pas d'après, mais retour à 1958 ?

Christian GUERCHE ■

**les FEMMES  
représentent  
53% du corps électoral!**

11.145 en 1965  
20.694 en 1971  
sur 466.682  
conseillers municipaux  
Combien seront-elles en 1977 ?

**LES FEMMES  
A LA MAIRIE!**

**nous,  
conseillères  
municipales**

**cerf**

pour quoi je vis

Différentes par leurs situations sociales, par leurs options politiques, des conseillères municipales disent avec humour comment elles sont arrivées à la mairie et assument leurs responsabilités dans les Conseils municipaux à très forte majorité masculine. 20F.

## le pèlerin de Riyad

**Voyage en Concorde, une suite importante, des dizaines de journalistes : la visite de Giscard en Arabie Saoudite allait montrer à une France enfin surprise, les éminentes capacités de négociateur de Giscard d'Estaing. Le retour fut discret... très discret.**

Du 22 au 25 janvier, Valéry Giscard d'Estaing, accompagné par Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, André Rossi, ministre du Commerce extérieur et Jean-François Poncet, secrétaire général de la présidence de la République, a donc été l'hôte du roi Khaled. De ce voyage effectué dans le royaume saoudien, hormis les marques traditionnelles d'« amitié », liées de toute façon à ce genre de visite, on aura retenu au moins une chose : le résultat des conversations s'est avéré bien décevant.

Passons rapidement sur la teneur des accords conclus, ou en voie de l'être. Ils expliquent à eux seuls le désenchantement — voire la morosité — dont les milieux diplomatiques se faisaient l'écho, comme l'attachement que le président de la République lui-même a mis à dissiper toute « fausse interprétation » d'un voyage qui se voulait prometteur. Riyad s'est engagé à livrer, durant les deux années à venir (1977-1979), 42 millions de tonnes de brut, sur les trois contrats totalisant 3,5 milliards de francs qui viennent s'ajouter aux 8 milliards en 1976. Il n'y a pas lieu, on le voit, de pavoiser. En dépit d'une augmentation sensible, mais toute relative, de ses exportations vers le royaume wahhalite, la France n'est pas, loin s'en faut, le partenaire privilégié du successeur de Fayçal. Tandis que le volume de nos exportations passait de 53,9 millions de dollars, chiffre de 1973, à 199 millions en 1975, dans le même temps, la valeur des exportations américaines passait de 400 millions à un milliard et demi de dollars, celle du Japon de 386 millions à un milliard 349 millions, celle de l'Allemagne de 126 à 564 millions, celle de... l'Italie enfin de 78 à 322 millions.

Comparé aux importations — 3 milliards de dollars versés en 1976, prix de la facture pétrolière — le rapport est de 15 à 1. Face à ces quelques chiffres, qui placent la France très loin derrière les Etats-Unis ou le Japon, on mesure mieux la nature exacte des relations qui existent aujourd'hui entre Paris et Riyad. C'est qu'en effet le régime théocratique du roi Khaled n'ignore rien des lourdes « menaces » que font peser sur les relations franco-saoudiennes l'hypothèse — ou l'imminence — d'un gouvernement de gauche en France. Aussi, mise à part la politique de toute façon peu agressive du business français face à celle de nos concurrents

occidentaux, on semble à Riyad plutôt enclins à attendre le verdict des pro-



Le Cheik Zaki Yamani, ministre du Pétrole : un adversaire déclaré de l'eurocommunisme.

chaines échéances politiques de l'hexagone.

Pour l'instant, on observe, on prodigue même, sur le ton de la confiance, quelques conseils, on diagnostique des maux qu'on pense d'ores et déjà incurables, voire on se montre sceptique. Il y a la mauvaise santé de notre économie, le plan Barre auquel on ne croit guère, la montée de la gauche à l'horizon de 78. Toutes choses qui expliquent qu'au bout du compte il n'y a guère lieu de s'étonner que Giscard soit revenu comme il était parti, en dépit du « tapage » organisé autour de la première visite d'un président français dans le royaume saoudien : avec de vagues promesses.

Quelles promesses ? Diplomatiques ? Celles concernant la participation de la France aux négociations de

Genève en vue du règlement du conflit du Proche-Orient ? On peut en douter. Cela suppose l'accord des Américains et des Soviétiques. Cela suppose aussi que les conditions avancées par Riyad — « l'évacuation de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem, [...] la présence de toutes les parties concernées, y compris l'OLP » — soient en mesure d'être acceptées par la France. On n'en est pas encore là. Reste, en toile de fond, un autre problème : Giscard d'Estaing pouvait-il souligner, avec plus d'insistance qu'il ne l'a fait, sa satisfaction devant la décision de l'Arabie Saoudite de limiter à 5% l'augmentation du prix du pétrole sans risque, du même coup, de mécontenter fortement Téhéran ? Si le « dumping » pratiqué pour l'heure par Riyad n'est très vraisemblablement que provisoire et à usage diplomatique, il n'en a pas moins rallumé une querelle dont le caractère historique — la rivalité entre musulmans chiites et indo-européens de l'empire iranien et Arabes wahhalites du royaume saoudien — se double d'une lutte pour s'assurer le leader ship dans la région. Or, le Shah possède une armée solidement encadrée par les Etats-Unis (27 000 instructeurs en 1976) et dotée d'un armement qui donne, dit-on, à réfléchir à la monarchie saoudienne. En assurant Riyad de marques trop visibles de sympathie, V G E ne pouvait qu'irriter la susceptibilité de Téhéran. Et la France n'en a pas les moyens.

José SANCHEZ ■

**ANGOLA : LE PRIX DE LA LIBERTÉ**  
J.P. COSSE  
J. SANCHEZ



« Ce livre répond aux questions que l'on se pose. »

(René Lefort,  
*Le Monde diplomatique*)

« Le premier compte rendu rigoureux de l'effondrement d'un empire archaïque. »

(Patrick Jarreau, *Politique hebdo*)

**Editions SYROS**

9, rue Borromée

col. « Histoire et théorie »

27 F — 248 pages

# luttons en classe

## la guerre des deux écoles

**Une fois de plus, le problème de l'enseignement privé réapparaît à la « une ». Faut-il ne voir, dans ce retour à l'actualité, que la nième répétition de débats parlementaires, chers aux Républiques qui se sont succédés ?**

Le plan du Parti socialiste pour l'éducation, présenté par L. Mexandeau a relancé le problème ; certes, il prétend être un projet global. Mais seul l'aspect nationalisation de l'enseignement privé (mesure inscrite dans le Programme commun) a, jusqu'à présent, retenu l'attention des journalistes et des partis politiques. Le reste du projet n'est, au mieux, pris en considération que dans l'examen comparé du plan du PS, et du projet éducatif de la FEN (Fédération de l'éducation nationale).

Le débat ainsi lancé, et après les prises de position de Mitterrand à la radio, la droite a aussitôt réagi en rappelant son attachement indéfectible à la « liberté » d'enseignement (attachement qu'elle avait déjà manifesté lors de l'élaboration, puis du vote de la loi Debré en 1959 !). L'un de ses porte-parole, M. Guermeur, député RPR du Finistère, la résume ainsi : « Le choix de leur école par chacune des familles de France. »

Une fois de plus, donc, le problème politique d'ensemble que posent le système scolaire actuel, les orientations en matière d'éducation, et le problème des nationalisations, est réduit à la confrontation enseignement public — enseignement privé, qui a l'intérêt de permettre aux députés de rassurer leur clientèle électorale.

### quel privé ? quel public ?

Pour pouvoir aborder ce problème, il est utile de rappeler la place actuelle de l'enseignement privé dans le système scolaire. L'ombre de Combes, aussi bien que la situation scolaire, notamment dans l'Ouest, dessinent encore maintenant l'image courante que l'on se fait de l'enseignement privé, assimilé aux écoles professionnelles, catholiques pour la plupart. C'est oublier que l'enseignement peut être un secteur « rentable », tant sur le plan financier qu'idéologique. Il n'est qu'à voir l'extraordinaire floraison de centres, instituts et écoles de tous genres, produite par l'application des lois de 1971 sur la formation continue. Sans oublier, bien sûr, les jardins d'enfants, les écoles primaires et secondaires, classiques, modernes, techniques et agricoles et les écoles et instituts supérieurs. Tout le réseau scolaire et universitaire est ainsi couvert par le privé, qui peut de plus se targuer d'offrir des « gammes » plus souples —

donc « mieux adaptées », (mais à quoi ?) que l'enseignement public.

Il serait instructif de mener des enquêtes précises faisant apparaître dans les statistiques le nombre d'élèves éliminés de l'enseignement public que l'on retrouve dans le privé ;



Photo Tribune socialiste

tout particulièrement celui d'enfants de travailleurs immigrés dans les petites écoles privées locales.

Le discours de la bourgeoisie sur la liberté d'enseignement (« c'est à l'Etat de garantir la liberté »... « Un large consensus existe aujourd'hui pour encourager l'Etat à dépasser l'affirmation formelle de la liberté... bref pour donner aux écoles privées les moyens matériels de leur mission éducative »), se situe d'emblée sur le terrain qu'elle privilégie : le refus du « collectivisme » et la défense de la famille. Il masque du même coup le fait que l'acquisition de connaissances liées à l'organisation capitaliste du travail est conçue comme une marchandise, que le système scolaire est structuré par les intérêts de la classe dominante, et que la soumission de l'enseignement à l'idéologie dominante est encore plus facilement acquise dans le privé, quant à la liberté pédagogique, elle n'est que la

possibilité de faire appel à des méthodes modernes.

La même imagerie d'Epinal domine aussi la représentation de l'enseignement public. C'est qu'on y retrouve le mythe de l'Etat neutre, au service de la communauté nationale, tous intérêts confondus. La caractérisation par la « laïcité » — sans qu'on la définisse autrement — garantirait du même coup sa « neutralité » à l'égard des intérêts de classe. Mais une telle image est elle-même le produit idéologique de la bourgeoisie, et fait le silence sur la situation diversifiée et contradictoire des classes sociales face au système scolaire. Les dernières réformes de cet appareil scolaire par le gouvernement, mettent, au contraire, l'accent sur la politique de la bourgeoisie en matière d'enseignement.

On ne peut donc se contenter de la nationalisation de l'enseignement privé, sans débattre du contenu et des modalités mêmes de la nationalisa-

tion, et sans poser la question centrale : nationalisation au profit de qui ? Sous le contrôle de qui ?

### quelle nationalisation ?

C'est précisément ce problème que n'aborde pas, pour cause, le débat actuel. Un tel silence est éloquent. C'est qu'il découle des orientations politiques globales (quelles voies pour le socialisme ? Quel socialisme ?), et qu'il masque toutes les divergences au sein même de la gauche. Se contenter de parler de secteur public (sans analyser plus avant quels intérêts de classe il défend) et de nationalisation (sans remettre en cause la conception étatique et centralisée des secteurs nationalisés) permet de croiser le fer avec la droite, au besoin de la pourfendre, sans faire intervenir directement les travailleurs dans un tel débat, de type « parlementaire ».

Or c'est bien là l'enjeu que des autogestionnaires peuvent fixer à un tel débat. Quelle intervention des travailleurs sur la formation ? Quelle politique éducative qui permette à la fois la prise en charge par la classe ouvrière et les collectivités locales de sa définition et de sa réalisation, et qui ne se situe pas sur le seul terrain jusqu'alors fixé par la bourgeoisie et maintenu inchangé : la formation déterminée en dernier recours par la structure de l'emploi, définie elle, par les besoins du patronat.

Contribuer à déplacer le terrain, poser les problèmes de fond et passer à une offensive contre la politique de la bourgeoisie — en particulier sur la formation — sont, sans doute, les préalables à une définition positive de la « laïcité » dans l'émergence des intérêts de classe contradictoires et la confrontation de ces intérêts. En d'autres termes, revendiquer la laïcité revient à refuser la neutralité et se battre pour la nationalisation revient aussi à refuser l'étatisation et la centralisation.

Dès maintenant, lors des municipales entre autres, poser concrètement ces problèmes et les réponses locales que les travailleurs peuvent y apporter est une des tâches des autogestionnaires. G. PETIOT ■

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00

### VIENT DE PARAITRE

N° III - Militer à l'Université 4,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

# briser la chaîne

## secteur public : une autre pratique syndicale

Bergeron n'aime pas beaucoup l'actualité surtout quand elle a pour sujet les grèves. N'a-t-il pas en effet poussé un grand cocoric sur les difficultés dans le secteur privé à la suite de sa rencontre avec Barre le 31 janvier ? Et le secteur public, où toute une politique de garantie salariale appuyée par FO pendant des années est remise en cause ? Bergeron aimerait bien qu'on n'en parle pas.

Il faut pourtant constater que les grèves à la SNCF (70%), aux Charbonnages (90%) et à l'EDF (75 à 80%) ont été largement suivies, y compris par les militants de FO. Aux Charbonnages de France, c'est la première fois depuis de longues années qu'une grève est quasiment totale. Quelle sera l'efficacité de ces mouvements ? Il y a toute raison d'être pes-

simiste. Au cours des négociations qui doivent avoir lieu la semaine prochaine, les négociateurs syndicaux se trouveront face à des directions qui ont reçu de Barre l'ordre de ne pas céder sur les salaires.

Les grèves tournantes, les « grèves de harcèlement » évoquées par Edmond Maire, à la suite du conseil national de la CFDT, comme seule

arme pour maintenir la combativité des travailleurs, pourront-elles reprendre ?

Dans le secteur public cela paraît douteux. De telles grèves supposent en effet une conception de la lutte syndicale et de l'unité syndicale différente de celles qui prévalent aujourd'hui. Dans les fédérations du secteur public, les mouvements localisés ont été rares, souvent isolés ou liés à des préoccupations corporatistes. Les grèves de 24, voire de 48 heures à mi-chemin entre ces mouvements et la grève illimitée, ne constituent plus une réponse susceptible de mobiliser largement les travailleurs, même si elles sont traditionnellement assez suivies par discipline syndicale et révélatrices d'un mécontentement. Comment aller au-delà ?

Voilà la question posée après les dernières grèves. Des camarades CFDT d'EDF répondaient ici-même (75 n° 724) qu'il faudrait briser les cloisonnements, les hiérarchies du fonctionnement syndical calqués sur l'organisation de l'entreprise. C'est une tâche de longue haleine dont les premiers jalons auraient dû être posés au cours des derniers mouvements. Pour que des grèves de harcè-

lement soient efficaces et puissent renverser l'attentisme des travailleurs et l'intransigeance de l'Etat-patron, il faut se dépêcher d'agir en ce sens.

Y. SPARFEL ■

## vingt-trois ans de ma vie

En septembre dernier, un ouvrier agricole de 50 ans, mourait à l'hôpital de Vouziers dans les Ardennes. Quelques jours avant sa mort il avait écrit à la gendarmerie de Grandpré, au procureur de la République et à l'Inspecteur des lois sociales en Agriculture pour décrire ce qu'avaient été 23 ans de sa vie. Pour ceux qui pensent que la misère, l'exploitation, en France ne sont que propagande, voilà une lettre qui est un terrible démenti (1). C'est aussi un dossier dans les mains d'un procureur. Aura-t-il une suite ?

Le syndicat CFDT des ouvriers agricoles du Vouzinois qui depuis deux ans dénonce la détresse de leur métier exige que la législation sociale soit respectée et que le « servage » soit aboli dans leur profession.

*« Je soussigné Cochard Lucien, né le 7 octobre 1926, à Rimogne, déclare être employé sans contrat dans la ferme de M. et Mme..., depuis plus de 23 ans, et n'avoir, sous aucun prétexte, quitté mon emploi, même pour me rendre dans ma famille... »*

*J'ai toujours travaillé, même les dimanches et fêtes, sans aucun repos hebdomadaire. Mon emploi consiste à tous les travaux de la ferme. Quelquefois, je travaillais avec les tracteurs, je faisais la traite des vaches et tous les travaux des champs de 6 heures à 22 heures, hiver comme été.*

*Etant nourri et logé dans une misérable pièce, sans eau, avec les souris et les rats; comme salaire, mes patrons, jusqu'à mon hospitalisation, me donnaient 10 F le dimanche. Je n'ai jamais eu de congés payés, ni de fiche de paye.*

*Avant d'être hospitalisé, cela faisait plus d'un mois que je ne pouvais manger. Je souffrais terriblement de l'estomac, mais n'ayant pas d'argent, je ne pouvais me faire soigner et j'ai dû travailler jusqu'à la dernière limite de mes forces.*

*Aujourd'hui, je reconnais que j'ai été abusé outrageusement, et c'est pourquoi je me permets de vous écrire en espérant le dédommagement des pertes subies, et de mes souffrances morales et physiques.*

*P.S.: Pendant ces 23 ans, en plus des 10 F par dimanche, mes patrons m'ont acheté, pour le travail, 2 mobylettes, un transistor, un petit buffet, un tourne-disque, quelques effets. J'ai eu deux fois 50 F pour faire une excursion. Le reste a été acheté avec mes 10 F.*

*J'ai été battu à coups de ceinturon. »*



Photo Mailac

## le ministère n'a plus d'ordinateur

Mercredi 26 janvier, l'intersyndicale CFDT et CGT du SETRA a organisé une conférence de presse pour expliquer et populariser le mouvement qui paralyse le plus gros ordinateur du ministère de l'Équipement.

Le SETRA (650 personnes, 80 % de personnel non titulaire) est le Service d'études techniques des routes et autoroutes de ce ministère. La moitié de ses effectifs est ou risque d'être éparpillée d'ici 1980. La division de l'informatique (180 personnes) en particulier, doit être décentralisée au Vaudreuil (une ville nouvelle près de Rouen, qu'il faut bien remplir, n'est-ce pas !).

Actuellement, le SETRA est installé à Bagneux (Hauts-de-Seine) mais de graves problèmes vont se poser au personnel du fait de la décentralisation : — choix entre transfert au Vaudreuil (2 000 habitants actuellement) ou chômage ; — chômage pour les conjoints des agents transférés ;

— suppression possible ou atteinte au statut du personnel non-titulaire (or ce statut est un des moins mauvais du ministère).

Conscient de cette situation, le personnel a engagé une lutte paralysant l'ordinateur (grève des opérateurs soutenus activement et financièrement par le reste du personnel). La lutte dure depuis le 3 janvier dernier. Le ministère n'a encore rien cédé et refuse de recevoir les représentants du personnel qui demande la suspension de la décision de décentralisation.

Il faut dire que cette décision, contestable techniquement, n'est qu'une opération politique et électoraliste, comme le sont toutes les

décentralisations de services administratifs actuellement : on envoie des services chez Galley à Troyes, chez Cavallé à Toulouse, chez Guichard à La Baule et à Nantes, ou bien sûr dans les villes nouvelles dont il faut bien masquer l'échec. Le véritable pouvoir politique reste à Paris. Les décentralisations sans déconcentration du pouvoir et sans création d'emplois ne sont que poudre aux yeux pour les travailleurs, premières victimes de ces opérations.

Les travailleurs du SETRA, très largement soutenus (1), notamment à l'Équipement, n'acceptent pas les conséquences de ces opérations et se battent pour les faire échouer.

Correspondant TS ■

(1) Le PC, le PS et le PSU avaient envoyé des représentants à la conférence de presse pour apporter leur soutien à la lutte menée.

(1) Telle que l'a publiée un journal local. L'Ardennais du 23 janvier 1977.

## Lavour : le Crédit agricole à l'assaut

TS du 18 novembre (n° 719) avait signalé les dangers qui pesaient sur la coopérative (SACO) de Lavour (Tarn) : licenciement de quarante-deux salariés ; intervention du Crédit agricole, première étape d'une prise en main complète. Depuis cette date, ces dangers se sont précisés : trente-deux personnes ont reçu leur lettre de licenciement.

Une grève, regroupant 40 % du personnel, est aussitôt déclenchée. Elle fait suite à une série d'AG qui avaient cherché à populariser le conflit. Avec des difficultés : l'absence de pratique de lutte facilitait l'intervention de certains cadres qui cherchaient par tous les moyens à réduire les possibilités de riposte. Malgré cela, la détermination d'une forte minorité de travailleurs amenait les syndicats à lancer l'ordre de grève (CGT et CFDT du moins, le syndicat autonome et CGA étant contre). Mais avec certainement une ambiguïté quant aux objectifs qu'elle pouvait poursuivre. Pour la CFDT, il fallait amener le conseil d'administration à négocier. La CGT y voyait un simple baroud d'honneur. Cette ambiguïté devait peser sur cette grève, appelée ainsi à n'être que de courte durée : trois jours.

Or, les moyens d'exercer une pression sur le conseil d'administration existaient au moment de l'AG qui renouvelle par tiers les administra-

teurs et qui, surtout, donne (ou non) le quitus aux sortants. Mais cela aurait semé le trouble dans le petit monde des notables tarnais, de droite ou de gauche, avec le risque de compromettre par la même occasion certaines espérances électorales du mois de mars. Ceci explique le rôle joué par Spénale (député socialiste du lieu, président du Parlement européen) et par Esparbié, (conseiller général, radical de gauche qui a toujours bénéficié du soutien actif de Spénale), candidat à la mairie de Lavour contre le maire sortant (majorité). L'un comme l'autre ont soutenu (plus ou moins directement) le conseil d'administration et plus particulièrement le président de la coopérative.

Si l'on ajoute que la FDSEA a apporté, avec tous les moyens à sa disposition, un soutien total à l'équipe en place, on comprendra qu'il n'y ait pas eu de réaction des agriculteurs. Ces derniers ne se sont pas sentis atteints dans leurs intérêts. On ne

## d'autres conflits

● **Sidérurgie** : Annonce de 4 000 licenciements à Sacilor-Sollac en 1977, essentiellement en Lorraine. Pendant ce temps des experts parlent d'un plan de reconversion et d'industrialisation. Mais les travailleurs lorrains ont toutes raisons de s'inquiéter. Les « reconversions » n'ont pas bonne réputation en Lorraine : usines polluantes, diminution de qualification, baisse des salaires. Les mineurs en savent quelque chose. Voilà pourquoi les sidérurgistes seront en grève le 11 février, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

● **Apprentissage** : Les inspecteurs d'apprentissage SGEN-CFDT (seul syndicat existant) ont le 19 novembre dernier décidé de lancer une campagne d'information sur les conditions d'application de la loi du 16-7-71 [...] « Les inspecteurs de l'apprentissage SGEN-CFDT ne peuvent plus se taire et refusent d'être « la bonne conscience » du gouvernement, alors qu'en nombre insuffisant (1 pour 3 000 jeunes en formation), privés des moyens indispensables, ils sont dans l'impossibilité de faire face aux contrôles nécessaires, tant sur les lieux de travail que dans les centres de formation d'apprentis.

» Implantation des CFA incohérente,

nombre d'heures de cours trop souvent inférieur, dans la réalité, au minimum prévu par la loi (360 heures par an), absence de progressions de formation pratique, liaison CFA — entreprises non assurée, conseils de perfectionnement non constitués ou ne se réunissant pas dans beaucoup de CFA, conditions de travail et de formation mauvaises dans certains secteurs, sont quelques unes des réalités qui lèsent gravement les intérêts des apprentis.

» Nous dénonçons la volonté du pouvoir, sous la pression de certains milieux professionnels, d'enlever au ministère de l'Éducation le contrôle de l'apprentissage, de laisser le patronat agir à sa guise, au détriment des apprentis. [...]

● **Ardennes** : Dans cette région comme ailleurs, les licenciements se suivent et se ressemblent. A Monthermé, à la SEFAC : 62 licenciements. Pour protester contre cette mesure, les ouvriers de l'usine ont entrepris une « longue marche jusqu'à la préfecture de Charleville-Mézières, le 25 janvier dernier, malgré une pluie battante. De nombreux travailleurs de la région sont sortis des usines pour les encourager. ■

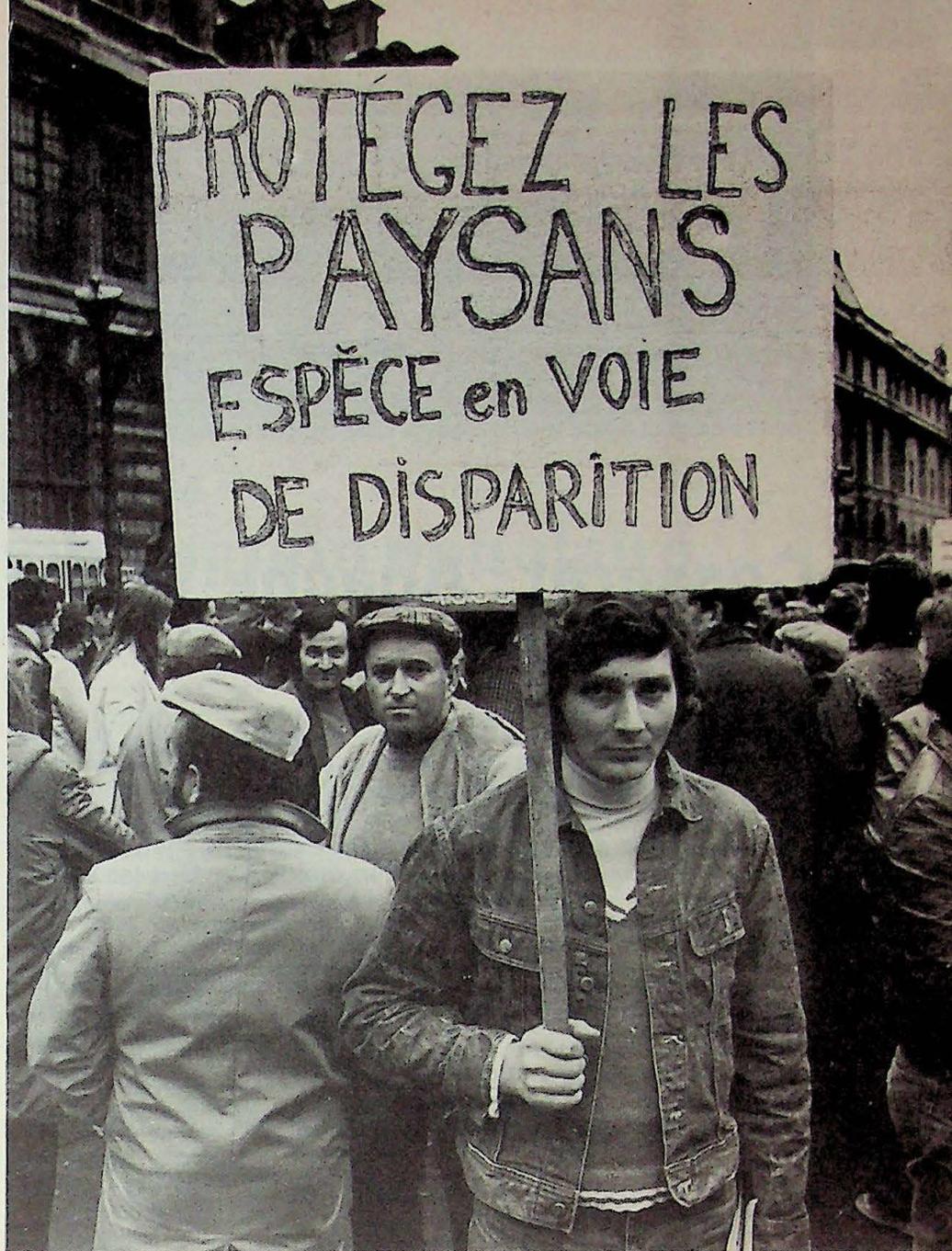


Photo Fotolib.

leur a pas donné la possibilité de voir l'enjeu du problème, que ce soit la solidarité, avec les licenciés, ou que ce soit la mainmise du Crédit agricole sur la coopérative.

Cette opération est maintenant bien effective, et ce, de la façon, la plus ouverte qui soit. Le conseil d'administration est contrôlé par un conseil des sages dans lequel siège le Crédit agricole (avec aussi Unigrain et la chambre d'agriculture). Le président sera contrôlé par un administrateur délégué qui est, comme par hasard, le seul à être à la fois administrateur de la coopérative et du Crédit agricole. Le directeur sera assisté par un cadre du Crédit agricole ayant droit de veto sur toutes les décisions ayant une incidence financière, (donc toutes les décisions). On comprend ainsi que le directeur du Crédit agricole ait pu se permettre de convoquer les cadres de la SACO en se posant en véritable « patron ».

## les stratégies du démantèlement

D'autre part le ballon d'oxygène qui doit permettre à la coopérative de redémarrer est un prêt à intérêt différé (de 2 milliards d'anciens francs). Déjà on peut douter que la SACO puisse rembourser les intérêts (5 à 600 millions en trois ans) et surtout le capital. S'il en était ainsi ce serait un renforcement supplémentaire du contrôle du Crédit agricole, un moyen de pression supplémentaire n'est jamais de trop. Le Crédit agricole ayant les mains libres que peut-il se passer maintenant ?

Il est plus que vraisemblable que le service informatique de la SACO va

disparaître. Le travail sera confié à une société de travail à façon (Infor Sud) étroitement liée au Crédit agricole (c'est encore un moyen pour mieux contrôler la SACO). Des nouveaux licenciements sont donc prévisibles. L'usine d'aliments risque fort de disparaître : le processus était engagé avant, il devient inélectable maintenant. Le service semence qui a « mangé son pain noir » et qui donc peut devenir largement rentable sera, pour cette raison même, livré au secteur privé.

Ce dernier exemple illustrant bien le rôle joué par le Crédit agricole qui, tout en réalisant une opération financière intéressante, livre au privé des secteurs rentables et se sert de l'argent des agriculteurs et leur enlève toute possibilité de contrôle. Le Crédit agricole restera partie prenante dans le groupe privé, mais les coopérateurs auront, perdu tout droit de regard. A l'inverse il mettra certainement en danger des services peu ou moins rentables, mais qui intéressent davantage les petits agriculteurs.

En fait il participe activement à la restructuration capitaliste de l'agriculture. L'exemple de Lavour ne le dément pas, puisqu'a été créée, dans un premier temps, une entité économique importante éliminant la plupart des petites coopératives (Gaillac, Castres) et un grand nombre de négociants, pour être ensuite démantelée et intégrée en partie dans des ensembles économiques plus vastes où les intérêts privés sont présents. Ce démantèlement s'accompagne d'une plus grande concentration du pouvoir. Ce sont une fois de plus les travailleurs qui en font les frais : à court terme les salariés de la SACO, à plus long terme les petits et moyens paysans.

La section PSU  
de LAVOUR ■

# Cosserat : Agache-Willot a dû céder

Les travailleurs de chez Cosserat — du groupe textile Agache-Willot — décidaient, le 3 décembre dernier, de se mettre en grève, les délégués leur ayant rapporté le refus de la direction de leur accorder le treizième mois, une de leurs principales revendications, depuis son obtention par les cadres et agents de maîtrise, il y a deux ans. Cette décision était prise dans les ateliers de production, à l'unanimité, et soutenue par les trois syndicats CGT, CFDT et FO.

Les travailleurs assurèrent alors une présence permanente dans l'usine et bloquèrent la porte. Un huissier fut envoyé et releva les noms de 32 ouvriers ; ceux-ci furent convoqués devant le tribunal le 8 décembre, accompagnés par une centaine de leurs camarades. Le 13 décembre les CRS faisaient évacuer l'usine et en contrôlaient l'entrée. Les travailleurs assuraient alors leur permanence sur le parking de l'usine. Ils organisaient des collectes dans les entreprises d'Amiens et de la région, distribuaient des tracts afin de populariser leur lutte. Le 19 décembre, un gala de soutien connaissait un certain succès. Pendant ce temps les négociations piétinaient, le patron local se faisant l'intermédiaire entre les Willot et les délégués et essayait de porter atteinte à la ténacité des travailleurs. Mais les délégués maintenaient leurs positions. Un accord était signé le 23 décembre : 1 060 F de prime pour 1976, treizième mois assuré pour 1978-90 % en 1977 —, pour tous, basé sur le

salaire moyen des ouvriers ; certaines journées de grève payées ; prime d'assiduité supprimée et incluse en prime fixe dans le treizième mois.

## des conditions difficiles

Dans la conjoncture actuelle cette grève est importante. Les travailleurs lancent un défi au patronat qui veut assurer la stabilité sociale par le chantage à la crise et la nécessité de l'austérité. La lutte est possible ; elle est nécessaire ; les travailleurs n'ont pas à accepter les restrictions patronales justifiées par la « période d'austérité », ni à pratiquer un attentisme que viendrait combler l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cette grève est décisive dans le cas particulier du groupe Willot. L'usine Cosserat est un peu l'usine de pointe du groupe, et les avantages acquis chez Cosserat permettront une dynamique dans l'ensemble des usines du groupe ; le treizième mois sera bientôt à l'ordre du jour partout.

La lutte de chez Cosserat prend la relève de celles menées depuis quelque temps dans le groupe textile Willot, chez Saint-Frères en particulier. Face aux Willot qui veulent jouer la division des travailleurs, les ouvriers du groupe tendent par leurs actions, et parfois par de-là les divergences syndicales, à réaliser une unité progressive. C'est une réponse déterminée à la politique des Willot qui depuis un an refusent les négociations, réagissent à chaque occupation d'usine par l'envoi des CRS, à chaque séquestration par le licenciement des délégués ou militants syndicaux (licenciement d'un militant CFDT chez Saint-Frères). Les Willot ont réaffirmé cette politique au dernier comité central de la société le 15 décembre dernier.

## une auto-organisation exemplaire

La manière dont fut menée cette grève présente certains caractères exemplaires. La grève fut décidée par la base et menée dans l'unité et la détermination la plus complète des travailleurs, et l'unité syndicale retrouvée CGT, CFDT, FO. Les objectifs étaient clairs : lutte pour l'obtention d'un statut unique du manoeuvre au cadre ; lutte pour un treizième mois égal pour tous ; refus des ouvriers d'être des laissés-pour-compte. La section CGT de chez Cosserat est très attachée à ce dernier point et il semble que cette position fasse son chemin dans les sections CGT des autres usines du groupe.

Les travailleurs se sont auto-organisés dans la conduite de leur grève. Les décisions ont été prises en assemblées générales et non imposées par les syndicats. Malgré le froid et la fatigue un piquet de grève permanent était assuré à la porte de l'usine. Une aide financière était

répartie aux ouvriers les plus gênés, pour leur permettre de tenir.

Une information quotidienne était transmise aux délégués des usines du groupe, suscitant affichages et discussions ; elle avait un aspect très vivant. La presse et la télévision locales étaient sollicitées à tenir leur rôle d'information et convoquées par les travailleurs lorsqu'il y avait des événements nouveaux... Dans le déroulement de cette grève les travailleurs immigrés (20 % du personnel) et les femmes (50 %) ont joué un rôle primordial.

L'opinion publique a été alertée par l'intermédiaire de la presse locale qui a accordé une certaine importance au conflit, ce qui ne fut pas toujours le cas de la TV régionale. La popularisation a été l'occasion de constater un accueil favorable chez bon nombre d'Amiénois.

Malgré l'information régulière, les réactions dans les usines du groupe ont été assez limitées. Il y eut bien quelques débrayages dans le nord, mais le manque de mobilisation fut évident. Il semble que les travailleurs attendaient que le mouvement se généralise, mais à l'approche des fêtes, c'était difficile. Au niveau syndical et politique, le soutien fut relativement limité, ce qui pourrait amener à se demander si le nombre important de militants de gauche de la ville se désintéresse de la lutte dans les entreprises.

La municipalité PC-PS, à l'initiative des communistes, a accordé une aide exceptionnelle de 5 000 F aux grévistes ; elle a assuré une distribution de sandwiches tous les matins et permis la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des grévistes. Le PC a, pour sa part, mis une tente à la disposition du piquet de grève et dépêché ses élus locaux. Pourtant, dans une ville où le PC a une implantation très grande, il a aussi empêché la création d'un comité de soutien. Quand au PS, il a été inexistant.

## un front de classe uni

Les acquis fondamentaux de cette grève dépassent largement les avantages obtenus. Le mouvement a été empreint d'une unité et d'une détermination remarquables.

En vingt et un jours de grève les ouvriers ont su retrouver leur unité profonde et abattre les barrières artificielles tissées par la direction depuis plus de vingt ans. Les divisions qui régnaient dans les ateliers, alimentées par les appartenances syndicales diverses et les positions contradictoires face aux actions collectives entreprises, ont disparu et permettent d'envisager une auto-organisation progressive au sein de ces ateliers. De même, au niveau de l'usine entière, la grève a permis une meilleure connaissance et une coordination entre équipes de nuit et équipes de jour, entre travailleurs immigrés et français, entre travailleurs hommes et femmes. La grève par les nombreux contacts qu'elle a permis, a opéré une réelle avancée de la conscience politique des travailleurs.

Un militant du PSU d'Amiens ■





Photo Tribune socialiste

## résolution politique

# les conditions d'une mobilisation populaire

Le pouvoir poursuit son offensive contre les travailleurs. Sous couvert de lutte contre l'inflation, le gouvernement Barre a mis en œuvre une politique brutale de blocage des salaires et d'extension du chômage qui aggrave lourdement la situation des travailleurs déjà durement frappés depuis 1974 par la crise économique.

Cette politique provoque un mécontentement croissant au sein de la classe ouvrière et des masses populaires. Elle restreint ainsi la base sociale de l'actuelle coalition gouvernementale et ouvre la possibilité d'une défaite de celle-ci aux prochaines élections législatives. De ce fait, les tensions s'accroissent entre les différentes forces actuellement associées au pouvoir.

### les deux perspectives de la droite

La bataille de chiffonniers menée autour de la conquête de la mairie de Paris est plus qu'une péripétie ; elle exprime les divergences profondes existant entre les forces politiques bourgeoises sur la tactique à adopter au cours des prochains contrats politiques, dans la perspective des élections législatives.

Ces divergences ne reflètent pas une opposition fondamentale sur les questions de politique économique et sociale. Le RPR et ses « partenaires »

giscardiens et centristes s'entendent pour faire payer par les travailleurs la crise économique provoquée par l'anarchie capitaliste, c'est-à-dire pour accroître le chômage et bloquer les salaires. Mais alors que la politique économique et internationale de Giscard s'aligne de plus en plus sur les intérêts du capital multinational dominé par les Etats-Unis, Chirac et le RPR s'appuient surtout sur le moyen et petit patronat qu'inquiètent à la fois la restructuration capitaliste en cours et une victoire possible de l'Union de la gauche. Et on constate qu'au sein de la droite, deux perspectives se présentent, qui s'opposent à court terme en se complétant à plus longue échéance. La première est celle de l'opposition frontale entre l'actuelle majorité et la gauche, autour des thèmes du chaos, de la peur du collectivisme et de l'inconnu qui peut empêcher certaines couches petites-bourgeoises et populaires de basculer dans le camp de la gauche.

L'accès de Chirac aux fonctions de maire de Paris, rendrait à son courant politique, l'hégémonie au sein de la coalition gouvernementale. Il liquiderait définitivement les tentatives de rééquilibrage de la majorité menées depuis l'élection présidentielle de 1974.

La seconde perspective va dans le sens d'un rapprochement avec l'élément modéré de la coalition de gauche, elle mise sur la victoire de celle-ci et sa dislocation, susceptible d'ouvrir la voie à une alternative de

centre-gauche excluant tout à la fois le RPR et le PCF.

### rompre avec toute attitude attentiste

Le conflit entre Giscard et Chirac permet d'envisager une crise parlementaire voire une crise de régime et donc les élections législatives anticipées. Il peut renforcer les chances d'une victoire électorale de la gauche.

Celle-ci n'en est pas acquise pour autant. Le renouveau du courant gaulliste est dangereux pour la gauche dans la mesure où il propose une solution réactionnaire pouvant contrebalancer dans la petite et moyenne bourgeoisie, l'influence croissante de la gauche.

L'interprétation caricaturale de ce conflit par le PCF symbolisée par la formule « blanc bonnet-bonnet blanc » et certains silences du PS (la dénonciation de Chirac ne s'accompagne pas toujours d'attaques contre la politique de Raymond Barre) ont une même conséquence : la perte par la gauche de l'initiative politique largement laissée à la droite, ce qui peut hypothéquer ses chances de victoire électorale.

En fait, au-delà des divergences d'appréciation, une tâche s'impose actuellement, celle de mener la lutte contre l'ensemble des forces de droite, contre leur politique d'aggravation du sort des travailleurs.

Cette tâche est incompatible avec tout esprit attentiste, avec toute manœuvre tendant à subordonner la conduite de la riposte contre la politique gouvernementale et patronale à des calculs électoraux condamnés d'avance à l'échec.

Elle nécessite que l'ensemble des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier s'accroissent autour des objectifs de lutte susceptibles de mettre en échec le plan Barre.

Cette lutte commune permettra une mobilisation populaire, un développement de la lutte des classes capable de mettre en échec non seulement la politique économique et sociale de la coalition gouvernementale, mais également celle-ci ainsi que le régime qu'elle défend.

Cette perspective ouvre au sein du mouvement ouvrier une série de débats fondamentaux concernant une expérience socialiste en France. Le X<sup>e</sup> congrès du PSU, soumis à la discussion générale ses propositions sur les questions suivantes :

- Nationalisations
- Salaires et prix
- Nucléaire
- Institutions et appareil d'Etat
- Minorités nationales
- Libertés
- Question européenne et problèmes internationaux
- Politique de santé et Sécurité sociale

Vote de la résolution :  
Pour 77,5 % ; contre 22,5 % ; abs-  
tentions sur votants 6,2 %.

## appel aux militants autogestionnaires

### favoriser la convergence des autogestionnaires

La crise actuelle n'est pas seulement une crise économique caractérisée par l'inflation et la hausse des prix, les licenciements et la montée du chômage. C'est une crise de société qui met en cause les finalités de la production pour le profit, les catastrophes engendrées par la croissance sauvage du capitalisme, les conditions de vie dans les villes et les campagnes, la hiérarchie et l'organisation du travail, l'étouffement des minorités nationales et l'impossibilité de vivre au pays, l'aliénation des femmes et de la jeunesse, le rôle de classe de la formation, de la justice, de la santé, des forces armées, etc.

C'est pourquoi de plus en plus nombreux, notamment parmi les travailleurs, sont ceux qui aspirent à un changement de société. Ils manifestent leur volonté d'en finir avec les gouvernements de droite et le pouvoir de la bourgeoisie. Sur cet objectif peuvent et doivent s'unir toutes les forces ouvrières et populaires. Mais un changement de l'équipe gouvernementale ne changerait rien d'essentiel par lui-même, si la victoire électo-

rale ne s'accompagnait pas d'une mobilisation populaire pour imposer à la bourgeoisie la volonté des travailleurs. Un changement de société ne sera possible que si se réalise à tous les niveaux une large unité de toutes les forces sociales qui veulent en finir avec une société basée sur le profit, et si cette unité populaire s'exprime par ses propres organes — partis, syndicats, conseils ouvriers et comités populaires — pour réduire la résistance des classes dirigeantes et ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

### aider à la coordination

Beaucoup le comprennent et s'efforcent d'agir pour rendre possible une société socialiste autogestionnaire qui permettra, aux travailleurs et aux masses populaires, de prendre leurs affaires en main à tous les niveaux. De nombreux mouvements poursuivent leurs actions dans cette voie, chacun sur son terrain propre —

comme les syndicats, mouvements écologistes et antinucléaires, mouvements nationalitaires, mouvements de femmes ou de jeunes... — Toutes ces actions sont indispensables et nécessitent des organisations autonomes. Il importe de les soutenir, de les renforcer, d'aider à la coordination des luttes.

Mais elles ne pourront s'attaquer aux causes réelles qu'en ouvrant la voie au pouvoir des travailleurs et au socialisme. Cela exige que leurs aspirations puissent s'exprimer dans une force politique associées à la lutte de l'ensemble du mouvement ouvrier contre la droite, mais ayant ses initiatives propres et capable de peser sur les événements. Une force politique qui n'aspire pas à diriger les travailleurs et leurs organisations, mais à être un intellectuel collectif.

### la nouvelle organisation nécessaire

Une telle force n'existe pas aujourd'hui. Les militants qui ont cru pou-

voir changer la nature du PS n'ont pas pu empêcher sa dérive à droite. Trop longtemps enfermés dans le discours révolutionnariste et l'activisme, les groupes d'extrême gauche n'ont guère de prise sur le réel et nombre d'entre-eux s'en tiennent à une pratique de secte, les autogestionnaires ont tendance à se cantonner dans leurs mouvements propres.

Or en cas de crise révolutionnaire (1936, 1945, 1968), il est indispensable qu'il existe un mouvement révolutionnaire capable de peser sur les événements.

C'est pourquoi le PSU considère comme une tâche centrale d'œuvrer au regroupement des militants qui se cherchent sur la voie de l'autogestion socialiste. Il ne peut être question ni de rassembler dans la confusion, ni de préparer un cartel hétérogène d'organisations à la manière du FUR au Portugal. Le regroupement suppose un accord sur les problèmes fondamentaux du programme, sur la nature de l'organisation et ses rapports avec les mouvements de masse (syndicats, etc.), sur sa stratégie uni-

taire sans laquelle ne serait possible qu'une action minoritaire sans perspective. Cela exige à la fois un large débat et la vérification de la convergence politique par l'action commune.

### une démarche diversifiée

La démarche ne peut être que diversifiée tant dans son rythme que dans ses formes. Il ne peut donc être question de reprendre de façon à la fois plaquée et centralisatrice la démarche organisationnelle qui s'est traduite en 1973 par la constitution du CLAS (Comité de liaison qui regroupait des organisations se réclamant de l'autogestion).

Il s'agit encore moins d'une opération récupératrice comme celle des « Assises pour le socialisme » de 1974 qui avaient pour but de rallier au PS un certain nombre de militants.

Mais les conditions actuelles rendent possible de s'engager dans une dynamique unitaire :

- la première session des *états généraux pour l'autogestion socialiste* a montré que les mouvements qui luttent dans le sens de l'autogestion sentent la nécessité de coordonner leur action ;

- un certain nombre de militants des organisations de masse ont perdu leurs illusions sur les possibilités de transformer le PS ;

- certains secteurs de l'extrême gauche pressentent qu'une interrogation sérieuse doit être acceptée sur la nature de leurs actions, leur stratégie et le rôle d'une formation politique.

- Enfin, dès maintenant, se sont amorcées, dans diverses régions, des expériences de regroupement à partir des conditions propres à chacune d'entre-elles (convergence occitane socialiste autogestionnaire, expérience de la Dordogne, de la Haute-Vienne, de la Bretagne, etc.).

### vers les deuxièmes états généraux

Le PSU s'adresse aux militants qui luttent sur des objectifs autogestionnaires : aux syndicalistes, aux mili-

tants écologistes et nationalistes, aux divers mouvements et associations qui développent des pratiques autogestionnaires. Il s'adresse aussi et sans exclusive, aux militants des mouvements ouvriers et aux organismes révolutionnaires qui s'orientent vers des conceptions ou des pratiques autogestionnaires.

Sans prétendre imposer cette perspective comme un préalable à la discussion et à l'action commune, il leur propose d'explorer ensemble, avec le PSU, les possibilités de travailler à l'émergence d'une force politique autogestionnaire, dépassant les organisations actuelles. Pour sa part le PSU est prêt à son propre dépassement.

Il leur propose d'étendre, de développer et de généraliser les expériences de coordination et de rassemblement en cours, en respectant leur diversité.

Il leur propose d'ouvrir un débat sans exclusive, notamment par l'échange systématique d'articles dans les organes de presse, et d'organiser l'action commune sur tous les terrains.

Il leur propose d'organiser ensemble une nouvelle session des *états généraux pour l'autogestion*, avec, pour objectif de faire progresser la convergence politique des autogestionnaires.

Cette dynamique unitaire renforcera les chances de la victoire sur la droite et la bourgeoisie, en exprimant les aspirations profondes des travailleurs à un changement radical de société. (Approuvé à 97%) ■

### message de Edouard Depreux

Edouard Depreux regrette beaucoup que son état de santé ne lui permette pas d'assister au congrès de Strasbourg. Il suit toujours, avec attention, l'activité du PSU et tient à confirmer son entière solidarité avec les camarades.

Il forme des vœux pour le plein succès du congrès et le triomphe des valeurs fondamentales qui l'ont amené à participer à la création du PSU dès le premier tour.

Paris, le 27 janvier 1977 ■

## les conditions de l'unité des socialistes en Espagne

La délégation du PSP (Parti socialiste populaire) d'Espagne, était conduite par Manuel Pastor, membre du comité exécutif, chargé des relations internationales. La durée des travaux et des interventions, n'a pas permis à Manuel Pastor de prendre la parole au congrès. Nous donnons ici, le texte de l'intervention qu'il avait préparée.

J'apporte le salut chaleureux et révolutionnaire du Parti socialiste populaire d'Espagne au congrès du Parti socialiste unifié de France, en lui souhaitant les plus grands succès pour le futur.

Je crois pouvoir aussi me faire le porte parole de l'indignation des peuples d'Espagne devant les attentats criminels qui continuent à être perpé-

trés contre sa lutte légitime pour la démocratie.

Mais ceux qui pensent que les bandes fascistes à la solde de l'oligarchie espagnole et internationale peuvent intimider les partis de l'opposition démocratique, se trompent profondément.

La responsabilité du gouvernement est claire. Il enferme la négociation

dans des limites de plus en plus étroites en ne garantissant pas la sécurité des personnes et en éludant le problème de l'amnistie générale.

Son plan réformiste n'est qu'une feuille de vigne destinée à cacher à l'Europe et au monde entier la nature inavouable du régime espagnol qui avait la caution des intérêts impérialistes prétend s'ériger en arbitre de l'intérêt commun de la société espagnole.

Mais nous les socialistes ne nous laissons pas abuser par ce déguisement fallacieux. C'est pourquoi l'opposition unanime a toujours posé le préalable de la *rupture* démocratique. Rupture négociée certes, mais rupture avec les institutions au franquisme et au néo-f franquisme.

Sans aucun doute, le rôle et la responsabilité historique des socialistes dans ce processus de rupture est énorme. J'irai même jusqu'à dire que le mouvement socialiste est aujourd'hui la colonne vertébrale de l'opposition espagnole.

Il est très significatif à cet égard que l'atomisation des tendances politiques dans l'Espagne actuelle ne



Photo Tribune socialiste

Manuel Pastor

préoccupe vraiment l'opinion publique que dans la mesure où elle touche le socialisme.

Nous socialistes conscients ne sommes pas, ne pouvons pas être contre cette unité, bien au contraire ; le problème réside plutôt dans le *comment* de cette unité.

Nous ne pouvons pas envisager l'unité comme une *absorption en fixant a priori* un axe hégémonique. Cela d'autant moins que la thèse de l'axe-parti hégémonique est un critère, imposé par l'internationale social-démocrate, qui ne tient aucun compte des conditions objectives et subjectives de la réalité espagnole.

Le seul chemin possible passe par un processus de coordination et de convergence une fois franchies les étapes de la détente et de la discussion.

Un bon exemple de cette méthode est la création du comité de liaison entre le Parti socialiste populaire et la fédération de partis socialistes, qui aura une belle occasion de démontrer sa vocation unitaire dans l'éventualité d'élections libres.

Finalement il est inutile d'ajouter, camarades, que cet esprit unitaire socialiste doit s'exprimer — au-delà des problèmes internes — sur un plan international par l'affirmation vigoureuse d'une ligne unitaire anti-impérialiste, dans l'esprit qui a rendu possible la conférence des partis socialistes de la Méditerranée tenue récemment à Barcelonne.

C'est dans le même esprit, camarades, que je vous invite à crier avec moi : vive l'unité populaire, vive l'autogestion socialiste, vive le PSU ! ■

### Organisations étrangères invitées et présentes au X<sup>e</sup> congrès

Socialistische Burö (SB) (RFA) - Kommunistischer Bund (KB) (RFA) - Pacific Socialist Party (PSP) (Pays-Bas) - MSU (Portugal) - MES (Portugal) - MC (Espagne) - PSP (Espagne) - MIR (Chili) - MAPU (Chili) - OACL (Liban) - OLP (Palestine) - Front Polisario (Sahara occidental) - PASOK (Grèce) - Parti communiste intérieur (Grèce) - FDLP (Palestine) - EDEK (Chypre) - L'ambassade de Yougoslavie était représentée par un conseiller.

### Organisations immigrées en France

UEIF - CISNU - Iran - FASTI - FETRANI - OCA.

### Ont envoyé un message

PDUP (Italie) - Venstre Socialisterne (VS) (Danemark) - Fondation Russell (Grande-Bretagne) - PCE (Espagne) - Parti socialiste (Chili) - Commissions ouvrières (Espagne) - African national congress (ANC) (Afrique du Sud) - Marche socialiste (Grèce) - Frolinat (Tchad) - Gauche chrétienne (Chili) - Parti pour la victoire du peuple (Uruguay) - MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola). ■

### PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

COMITÉ CENTRAL

Au Congrès National du  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ français  
Strasbourg  
FRANCE

Chers camarades :

La soudaine aggravation de la situation politique de notre pays nous a mis dans l'impossibilité d'assister à votre Congrès.

Le Parti Communiste d'Espagne vous adresse les salutations les plus fraternelles et chaleureuses, et nous vous souhaitons des grands succès dans votre travail.

Nous vivons un moment où, grâce à la lutte de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne, avec l'appui solidaire des forces ouvrières et progressistes du monde entier, l'aube de la liberté se lève pour enterrer 40 années de fascisme.

Les actions criminelles des bandes fascistes ne réussiront pas à empêcher la victoire de la démocratie dans notre pays.

Nous vous remercions de tout coeur pour votre invitation, qui vient confirmer l'esprit solidaire que nous avons toujours manifesté le Parti Socialiste Unifié avec la cause de la liberté et de la démocratie en Espagne.

COMITÉ CENTRAL DEL  
PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

## éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion

La question posée aujourd'hui en France, mais aussi dans d'autres pays, européens notamment, est celle des conditions dans lesquelles peut s'engager la construction d'un nouveau type de société. De façon plus ou moins explicite, cette aspiration à un changement de société se reflète à la fois dans les formes prises par les luttes, et dans l'attente de ce que pourra apporter une nouvelle majorité, un autre gouvernement. Même si elles peuvent prendre dans les faits des aspects contradictoires — par exemple dans la difficulté à engager la lutte contre la politique de Giscard — il est erroné d'opposer l'une à l'autre ces deux manifestations : ainsi, ne s'occuper que « des luttes » en ignorant qu'elles achoppent en définitive sur la nature du pouvoir politique — ou inviter les luttes à se taire « momentanément », pour ne pas gêner la victoire électorale et ensuite l'action gouvernementale.

**Lutte pour « changer la vie » et lutte pour conquérir collectivement le pouvoir ne sont pas deux termes à opposer, mais à unifier : tel est le but que doit se fixer une politique d'unité populaire vers l'autogestion socialiste :**

— d'unité populaire parce que chaque lutte ne dépasse son caractère revendicatif immédiat qu'à travers sa jonction avec d'autres luttes anticapitalistes — les paysans quand ils rejoignent les ouvriers, les soldats quand ils ouvrent un nouveau terrain à l'action syndicale, la jeunesse scolarisée quand, à travers les problèmes de formation, elle élargit le champ de la bataille pour l'emploi, etc. ; c'est à travers cette jonction qu'elles acquièrent leur dimension politique ;

— vers l'autogestion socialiste parce que chaque lutte présente l'exigence d'une rupture avec le capitalisme, mais aussi avec les modes de décision, les hiérarchies, les rapports sociaux créés par le capitalisme ; que le socialisme ne peut plus être aujourd'hui conçu autrement que comme l'appropriation collective, non seulement des moyens de production, mais du pouvoir.

Notre objectif est de montrer comment une telle politique est possible, parce qu'elle s'appuie sur tout ce que les travailleurs ont accumulé dans la lutte, et sur les possibilités que leur offre leur propre mobilisation.

1. — La perspective de l'autogestion socialiste n'est pas une invention théorique. Elle est la réponse à la crise qui frappe les sociétés occidentales, parce qu'elle offre une alternative à la domination de la bourgeoisie, et que cette alternative est déjà dessinée dans les luttes populaires.

1.1. — C'est une perspective actuelle : la crise est globale. Économique elle appelle un autre mode d'organisation de la production ; politique et institutionnelle, elle permet qu'aux blocs sociaux lézardés de la bourgeoisie soit opposé un bloc populaire majoritaire ; idéologique, elle prépare le terrain à une révolution des rapports sociaux.

1.2. — C'est l'alternative nécessaire. Plus que jamais le socialisme s'impose.

Ni les compromis avec le capitalisme, ni le maintien, dans un cadre de propriété étatique, des rapports de production capitaliste et des rapports sociaux (idéologiques, politiques, juridiques) qui en découlent, ne permettent d'échapper à ce choix.

1.3. — C'est une bataille aujourd'hui possible. De façon générale, parce que le stade même atteint par les sociétés industrielles rend réaliste un tel mode d'organisation sociale. Plus précisément en France, où la crise de la domination bourgeoise est plus accentuée et où, parallèlement les luttes populaires traduisent l'exigence d'un autre système de pouvoirs. Elle est possible surtout parce qu'il y a un chemin pour y parvenir.

2. — Avant de reconnaître ce chemin, il est nécessaire d'en rappeler le but. Déjà dans son manifeste de Toulouse en 1972, le PSU avait fait sien le projet autogestionnaire. Depuis à la lumière des faits (Chili,

Portugal), ce projet peut être précisé non sur un schéma complet et « idéal », mais sur les lignes de force du socialisme autogestionnaire : car il ne s'agit pas d'une société figée, mais d'une société de transition vers l'abolition complète de tout ce qui nous a été légué par le capitalisme — vers le communisme.

2.1. — « L'autogestion socialiste ne sera pas réalisable tant que les travailleurs n'auront pas conquis le pouvoir et détruit l'Etat bourgeois pour le remplacer par une toute autre forme d'Etat dirigé par les travailleurs et engagé par eux sur la voie du dépérissement. Cela s'amorce dès la période préalable à la transition socialiste par le démantèlement de l'appareil répressif, l'extension des libertés et la garantie du pluralisme », la construction et la généralisation dans tous les domaines de nouveaux organes de pouvoir que se seront donnés les travailleurs.

L'autogestion est alors l'expression la plus achevée de l'unité populaire, et celle-ci le moyen d'assurer l'hégémonie du prolétariat sans signifier la confiscation du pouvoir par celui-ci (*a fortiori* par ceux qui prétendraient le représenter).

2.2. — Elle ne peut non plus commencer à se développer sans un minimum d'appropriation collective des secteurs les plus importants de l'économie (crédit, monopoles, entreprises liées aux services publics, commerce extérieur) ; elle doit tendre à la généralisation de la propriété sociale des moyens de production et d'échange — qui ne s'assimile, ni à la propriété d'Etat, ni à la propriété de groupe : c'est la propriété indifférenciée de tous les travailleurs.

2.3. — La planification sociale substitue aux lois du marché une

logique qui résulte de l'orientation déterminée par les travailleurs associés, dans les conseils de travailleurs des entreprises, les collectivités territoriales autogérées, les collectifs démocratiques de consommateurs et d'usagers.

2.4. — Les organes de base de démocratie directe sur lesquels repose l'autogestion et le contrôle populaire contribuent à lutter contre la division sociale du travail, à commencer par la division entre travailleurs manuels et intellectuels. Au-delà de l'entreprise où seront remises en cause les hiérarchies et spécialisations le contrôle populaire étendra cette lutte dans les domaines de la formation et de la vie hors-travail. C'est ainsi que la réduction de l'éventail des revenus constituera, dès le départ de la transition et parallèlement à la lutte contre la division sociale du travail, une priorité pour parvenir à terme à cet objectif ; de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.

3. — Si ce changement ne se réalise pas du jour au lendemain, il est possible de l'entreprendre dès maintenant. A partir de leurs acquis, les travailleurs peuvent s'engager sur le chemin du pouvoir.

3.1. — Au « gradualisme » qui conduit les réformistes à centrer leurs préoccupations sur une « étape démocratique » pour remettre à plus tard le socialisme, nous opposons une démarche dynamique qui, dans une progression de l'action de masse à partir des réalités présentes, lui donne les moyens de parvenir à la société de transition dont les caractéristiques viennent d'être soulignées.

Cette dynamique comporte deux points de passage obligés : l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir, lui-même dépendant de l'engagement d'une politique de rupture avec le capitalisme.

3.2. — Dans toute phase de lutte intense contre la bourgeoisie, les travailleurs ont montré qu'ils cherchaient à se constituer en force autonome et à créer leurs propres organes d'expression et d'action. Il en sera, *a fortiori*, ainsi au cours d'une crise de type politique qui donnera naissance à une situation de « double pouvoir » qui ne peut, ni durer indéfiniment, ni s'institutionnaliser, mais seulement déboucher sur le triomphe d'un pouvoir et l'écrasement de l'autre : d'un côté, la démocratie bourgeoise, de l'autre la démocratie ouvrière.

Au-début, les organes populaires naissants seront très divers quant à leur nature, leur objet, leurs formes. Ils ne se constitueront, pas forcément, pour ou contre un gouvernement de gauche, mais pour la lutte anticapitaliste et en interaction complexe avec le gouvernement de gauche (soutien, pression, conflits) ; et ils ne représenteront encore

qu'une fraction limitée de la classe ouvrière et des masses populaires ; le combat contre la contre-offensive de la bourgeoisie capitaliste (au plan national et international, dans l'appareil d'Etat comme les collectivités locales, dans les entreprises et les banques...), nécessitera une mobilisation populaire, au sein de laquelle les révolutionnaires seront au premier rang.

Conseils et comités devront être strictement autonomes vis-à-vis des partis et syndicats, et réciproquement. Les organisations de la classe ouvrière auront à s'exprimer et à émettre leurs propositions dans les organes de pouvoir populaire, non à se les assimiler. Inversement, ces organes ne se substitueront pas aux organisations.

3.3. — Pour avancer dans cette voie du double-pouvoir, il faut que des obstacles importants aient été franchis, ceux qui ont été créés par le pouvoir précédent et qui pourraient être utilisés contre les travailleurs. C'est pourquoi une politique de rupture avec le système (institutionnel, répressif, international, économique) est nécessaire. Cette rupture sera principalement créée par la classe ouvrière et les masses populaires, les travailleurs exigeront du gouvernement qu'ils auront élu, qu'il aille dans ce sens, cette exigence s'exprimera aussi par la mobilisation des masses vers l'unité populaire et donc de développement des organes de pouvoir populaire. L'action d'un gouvernement de

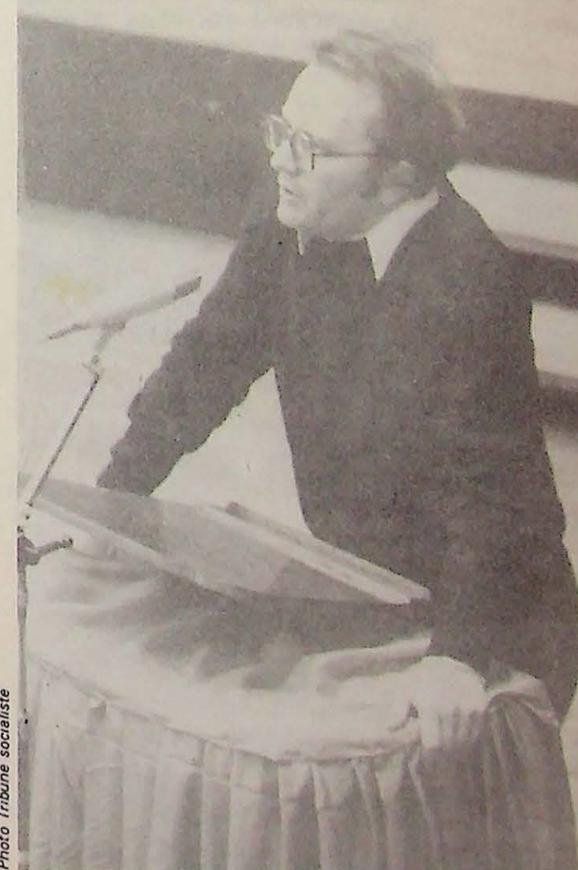


Photo Tribune socialiste

gauche peut être un point d'appui pour une politique de rupture, mais la politique gouvernementale ne peut jouer réellement un rôle efficace, que si l'action des masses se développe également.

3.4. — A l'heure actuelle, nous devons préparer les conditions de cet engagement sur le chemin du pouvoir. Aujourd'hui en France, les forces réformistes représentent, aux yeux des larges masses, l'espoir d'un changement politique ouvrant la voie à un changement de société.

De fait, l'application intégrale et immédiate du programme commun de gouvernement seront inacceptables par la droite. Pour autant, il ne constitue pas un programme de transition au socialisme.

L'approche des échéances gouvernementales et la tentative de certains signataires eux-mêmes du PCG, pour en abandonner des dispositions essentielles, ouvrent dans le mouvement de masse anticapitaliste, des débats et des interrogations auxquelles le PSU entend participer. A travers ce débat, qui progressera en liaison étroite avec les luttes menées contre la politique gouvernementale sur tous les terrains, le PSU entend contribuer à faire avancer la construction d'une réelle unité populaire.

Il décide, dès aujourd'hui, d'engager avec les partis de gauche, le débat sur les objectifs principaux qui permettront de faire face, en cas de victoire électorale à la contre-offensive de la bourgeoisie, et de réaliser une réelle mobilisation populaire.

A travers un tel débat, le PSU poursuit un double objectif : — poser publiquement les problèmes auxquels le mouvement ouvrier aura à faire face et aussi dégager des perspectives qui contribuent à la mobilisation, tant avant qu'après les élections ;

— créer les conditions concrètes de la poursuite de la victoire obtenue sur le terrain électoral.

Il ne s'agit donc pas d'une simple discussion de principe. S'il engage un tel débat, le PSU est décidé à rechercher des accords avec les autres forces de gauche, qu'il s'agisse d'accords pour l'unité d'action ou d'accords sur les solutions à apporter aux problèmes qu'un gouvernement de gauche aura à affronter.

● Il s'agit de tout autre chose que d'une renégociation du programme commun débouchant sur une éventuelle signature. Le programme commun même renégocié, constitue un compromis stratégique dont l'axe politique, en raison des rapports de force actuels, se situe et se situera à l'extérieur des préoccupations qui sont les nôtres. En revanche, certains éléments du programme commun (par exemple les nationalisations) font partie des questions sur lesquelles va se jouer la politique d'un gouvernement de gauche, et donc de celles que nous voulons débattre, et sur lesquelles le débat peut conduire à des accords particuliers, même si nous n'en approuvons pas les formulations actuelles. Mais nous recherchons également le débat sur des questions qui ne sont pas contenues dans le programme commun (par exemple les institutions) et dont dépend aussi la poursuite de la dynamique créée par une victoire de la gauche.

3.5. — C'est par rapport à la possibilité de mettre en œuvre concrètement ces orientations que doit être appréciée la question de la participation des révolutionnaires au gouvernement.

Cette question n'est pas aujourd'hui d'actualité pour le PSU. Compte tenu de l'évolution du rapport des forces au sein de l'Union de la gauche, les intentions qui se dessinent au sein de cette coalition, quant à l'édulcoration ou même le refus d'application du programme commun, et enfin de l'état de développement de la mobilisation populaire, une expérience gouvernementale réformiste n'aboutirait qu'à un simple aménagement de la société capitaliste. Dans ces conditions une participation gouvernementale du PSU n'est pas concevable. Néanmoins, le problème doit être, dès aujourd'hui, approfondi.

La participation de révolutionnaires à une expérience gouvernementale, ne peut être envisagée qu'en fonction du degré de développement du mouvement des masses et de la modification en leur faveur du rapport des forces dans le mouvement ouvrier. Elle n'est concevable que si il existe pour les révolutionnaires, à la fois la capacité et l'utilité de participer à un tel gouvernement pour y représenter, y défendre et y promouvoir la mobilisation populaire, la possibilité pour les tra-



vailleurs de se doter d'organes d'expression directe. Toute participation est exclue dès lors qu'elle cautionnerait, en fait, une limitation du développement et de l'autonomie de l'action de masse. Une éventuelle participation du PSU au gouvernement ne pourrait avoir lieu sans la tenue d'un congrès extraordinaire réuni à cet effet.

4. — Pour avancer dans cette voie, il y a un certain nombre de conditions à réaliser, notamment en ce qui concerne les alliances et les forces à mettre en œuvre.

4.1. — Les partis de gauche dominants, dans la mesure où ils ne cherchent pas à changer fondamentalement la nature du pouvoir, mais plutôt chacun à y exercer le poids maximal, ne tendent pas à porter au pouvoir un nouveau bloc social hégémonique. A la vision du PCF d'une sorte de capitalisme d'Etat par le contrôle sur les grands monopoles, correspond une stratégie de rassemblement très large sur une base nationale antimonopoliste, mais qui peut entrer en contradiction avec les réalités des luttes qui s'unifient sur une base anticapitaliste. A l'occupation de l'appareil d'Etat pour promouvoir un système de pouvoir décentralisé et électif — accomplissement de la démocratie bourgeoise — capable d'assurer la cohésion sociale, correspond un « front de classes » — prôné par le PS — comprenant tous les travailleurs quelle que soit leur place dans le processus de production, qui permet justement les compromis dans la mesure où le bloc social ne fait pas place en son sein à l'hégémonie du prolétariat.

4.2. — Construire l'unité populaire, c'est souder autour et sous la direction de cette classe, un bloc de toutes les couches sociales qui, dans les conditions du capitalisme actuel,

subissent l'exploitation, l'aliénation et l'oppression. C'est, en même temps, travailler à l'unification politique de ce bloc social, au travers des luttes menées en commun sur des objectifs de rupture avec le système et dans la confrontation des partisans révolutionnaires de l'autogestion avec les autres courants et forces du mouvement ouvrier.

4.3. — La construction de cette unité populaire passe donc elle-même par le renforcement du courant révolutionnaire pour l'autogestion. Il s'agit là d'une double démarche qui vise, d'une part à favoriser les rencontres, confrontations, recherches communes entre militants ayant pour référence commune la pratique du contrôle, l'objectif autogestionnaire, et d'autre part, à permettre la convergence politique de ceux, parmi eux, qui partagent un minimum de références stratégiques communes. On peut prévoir que l'évolution des rapports avec la bourgeoisie va, de plus en plus, favoriser une telle convergence et rendre possible la constitution d'une force politique, qu'il ne s'agit pas de parachuter avant qu'elle corresponde à la volonté des parties prenantes potentielles, mais à laquelle il faut se préparer dès maintenant.

4.4. — Le rôle du PSU en tant que force politique est de développer le courant révolutionnaire pour l'autogestion au sein de l'unité populaire en créant ainsi les conditions politiques pour que la lutte pour le socialisme autogestionnaire devienne l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde. C'est en se renforçant dans l'accomplissement de cette tâche, que le PSU travaillera à son propre dépassement dans une organisation politique de masse regroupant tous les partisans révolutionnaires de l'autogestion. ■

## LIBRAIRIE

### Liste N° 9

#### Spéciale « élections municipales »

##### ● EDITIONS SYROS

*Louviers : sur la route de l'autogestion ?* Ch. Wargny 18,00

##### ● EDITIONS LE CERF

*Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales* 20,00

##### ● EDITIONS OUVRIERES

*La politique locale des transports :* F. Troger 25,00

*L'action culturelle et le budget municipal,* J. Verpraet, A. Lefebvre 29,00

*L'information dans la cité,* R. Beaunez et F. Kohn 30,00

*La commune, son budget, ses comptes,* F. Giquel 32,00

*Le conseil municipal, le maire, les adjoints,* J. Fonteneau 16,00

*La commune et l'environnement* 21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum  
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :  
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28  
PARIS

Photo Tribune socialiste

# on ne peut pas tout dire

## Noisy-le-Sec : le patron a disparu

Spécialisé dans l'isolation thermique et acoustique, l'entreprise Nicaulin est occupée par les 65 travailleurs de l'usine, depuis le 19 janvier; « Nous attendons nos salaires du mois de novembre et de décembre ». Pour la plupart ils ne sont pas payés depuis novembre. Devant la mobilisation, la direction avait lâché du lest : certains ouvriers reçoivent leur solde de novembre, d'autre non. Diviser pour mieux régner. La direction applique cette devise avec constance : certains employés touchent leur paye sur des chantiers à des centaines de kilomètres et rien sur place.

L'inspection du travail à la demande de la section syndicale CGT a relevé 91 infractions à l'encontre du patron pour non paiement de salaire et non respect de la législation sur les comités d'entreprise. Un trou financier de 500 millions, des fausses factures, des travaux imaginaires, ont entraîné un effondrement rapide de la situation.

Depuis une rencontre le 3 janvier, la direction a disparu. Les travailleurs de l'entreprise ont donc décidé l'oc-

cupation, ils bloquent tous les chèques qui arrivent dans l'espoir que ceci fera sortir le patron de sa tanière dorée. Un deuxième objectif pour les travailleurs : coordonner leur action, avec tous les travailleurs de l'entreprise. En effet, travaillant sur des chantiers, ils se connaissent mal et ont des difficultés pour se recontacter. ■

## artistes interprètes affaire non classée

« De l'issue de cette lutte dépend la qualité de votre plaisir. » Dans un tract récemment diffusé, les comédiens, chanteurs, artistes de variétés, danseurs, dénoncent l'intoxication qui est faite, lorsque les autorités considèrent que cette affaire est classée. Mais la télévision continue d'être fortement perturbée, car les artistes interprètes ont prolongé leur grève jusqu'au 6 février. Les discussions se poursuivent et le samedi 5 février, à partir de 11 heures, au Théâtre de l'Atelier, se tiendra une importante assemblée générale au cours de laquelle des décisions seront à nouveau prises. *TS* sera présent pour en rendre compte. ■

## deux heures de grève : 46 licenciements

L'entreprise Planchers-Bourge, de Forges-les-Bains (Essonne), a vu pour la première fois en vingt ans se créer au mois de décembre une section syndicale CGT. Après les refus de Bourge, le patron, devant leurs revendications, à savoir, déclarations des accidents de travail, sécurité et chauffage dans les ateliers, les travailleurs débrayèrent deux heures. Ayant toujours fait la loi dans sa boîte, Bourge ne peut admettre, ni syndicat ni grève : il licencie purement et simplement quarante-six travailleurs !

Devant la lenteur des procédures judiciaires et le faible soutien de la CGT, les travailleurs (presque tous des immigrés) s'auto-organisent pour exiger la réintégration de tous les « lockoutés ». Ils ont à faire face à un chantage et une répression peu communs dans l'illégalité la plus complète : non-paiement du salaire de décembre, coupure de chauffage et fermeture d'une cuisine dans leurs logements qui appartiennent au patron, pas de renouvellement de carte de séjour, et surtout signature d'une pétition calomnieuse par les quatre-vingt-dix-neuf personnes continuant à travailler, pétition dont le contenu leur a été en partie caché !

Pour aider les grévistes, dans leur détermination, un comité de soutien s'est créé, comprenant les Asti et les organisations de gauche, et d'extrême gauche, de la région. Devant le peu d'empressement des tribunaux à résoudre une telle injustice, les travailleurs ont besoin de votre soutien matériel, moral et financier.

Pour participer à la collecte : CCP de l'Asti d'Orsay : 30 008 82 U - La Source. ■

## Bretagne : avant le voyage de Giscard...

Après l'arrestation arbitraire d'une douzaine de militants bretons (dont notre camarade Denez L'Hostis), une conférence de presse a été organisée à Brest par le Comité breton contre les mesures et tribunaux d'exception, Skolan ensav (mouvement culturel), la Fédération bretonne du PSU, la LCR et l'OCT, avec la participation de la femme d'un interpellé.

Ces arrestations sont en rapport avec la nomination d'un nouveau procureur de la Cour de Sécurité de l'Etat (après démission du précédent), et surtout avec le passage prochain de Giscard en Bretagne.

A noter aussi que la plupart des

militants arrêtés font partie des comités bretons anti-répression (dont un du PSU et un autre de la LCR). Il s'agit manifestement de mesures d'intimidation, prises au hasard.

Une preuve du caractère incohérent et absurde de ces interpellations : début janvier, la PJ s'était déjà présentée au domicile d'un militant brestois de la LCR, en son absence. Le lendemain une délégation (LCR et PSU) l'avait accompagné au local de la PJ, qui avait refusé de l'entendre, malgré son insistance. Tout cela pour l'arrêter à la fin du mois ! D'ailleurs le manque de sérieux de l'opération ressort encore plus du fait que tout le monde a été relâché assez rapidement !

Ce qui apparaît comme de plus en plus inquiétant, c'est que n'importe quel militant breton, politique ou culturel peut recevoir au petit matin la visite de la police, être l'objet d'une perquisition, d'interrogatoires, emprisonné pendant un ou plusieurs jours, sinon des semaines et des mois (avec tous les problèmes que cela peut poser pour sa famille, son travail, etc.); et tout cela sur de vagues soupçons, et sans aucune justification.

C'est ce qui explique la position, qui a toujours été celle de la Fédération bretonne du PSU : nous ne prenons nullement en compte les attentats et les déclarations du FLB (à la limite ne s'agit-il pas parfois de provocations?), qui sont en contradiction avec la lutte de masse, essentielle et prioritaire pour nous. Mais nous considérons que le premier responsable c'est le gouvernement, qui use de violence (à la limite de la légalité et parfois au-delà), pour réprimer les réactions des Bretons contre une oppression politique, économique et culturelle de plus en plus évidente. ■

## les femmes à la mairie !

Des conseillères municipales, différentes par leurs situations sociales et leurs options politiques, disent avec spontanéité, et non sans humeur, comment elles sont arrivées à la mairie, comment elles assument leur responsabilités dans les conseils municipaux à très forte majorité masculine.

Ni personnalités marquantes de la scène politique, ni vedettes du monde féminin, elles sont fortement engagées dans la politique du quotidien, dans la mise en œuvre d'un projet de société.

Elles étaient 11 145 en 1965. Elles étaient 20 694 en 1971 sur 466 682 conseillers soit 4,4%. Combien seront-elles en 1977 et sur quelles bases ?...

Ed. du Cerf, 1976, collection « Pour quoi je vis », 126 pages, 20 F. En vente à Syros.



Photo AFP

## Procès de Casablanca Appel

Vendredi 11 février, à la Mutualité (salle B), l'Association des Marocains en France (AMF) organise un meeting de protestation contre la répression qui s'abat aujourd'hui sur le peuple marocain, en particulier à l'occasion du procès — le 13<sup>e</sup> procès politique du Maroc de Hassan II — de 178 militants progressistes et anti-impérialistes à Casablanca. Les invraisemblables conditions dans lesquelles ce procès se déroule ont amené les militants à faire la grève de la faim pour imposer le respect des droits de la défense. Le PSU est pleinement solidaire de ces camarades et appelle à participer à ce meeting unitaire. ■

# et pourtant elle tourne...

## le PSU et le Tribunal Russell RFA

Depuis sa fondation, le Tribunal Russell, qu'il s'agisse du Viêt-nam, de l'Amérique latine, et de tous endroits dans le monde où les libertés fondamentales sont en cause, n'a cessé d'intervenir avec une remarquable efficacité. Aujourd'hui il engage l'action sur la répression qui existe en RFA (République fédérale allemande), contre des militants ou personnalités qui osent mettre en cause le régime et le gouvernement existants. Nous sommes aux côtés du Tribunal Russell, dans cette bataille comme dans les précédentes.

Depuis près d'un an, de nombreux militants du PSU se sont mobilisés pour briser « le crime du silence » qui règne en France, concernant la répression des libertés en RFA. Nous avons multiplié les initiatives (participation au colloque du comité Kaldor), au rassemblement antirépression de Francfort, au séminaire des étudiants

protestants (ESG) de Bonn, nombreux articles dans *TS* ou *le Bulletin de la commission internationale*, etc.). Mais nous savions, depuis longtemps (et nos camarades socialistes révolutionnaires allemands, nous avaient fait savoir leur accord), que seule une initiative internationale possédant un crédit moral très important auprès de

larges secteurs de l'opinion publique mondiale, pouvait avoir le retentissement que requérait la gravité de la situation d'étouffement des libertés en RFA.

La Fondation Russell est la seule autorité qui puisse impulser cette initiative avec le maximum de chance de succès. La formule du Tribunal Russell, déjà utilisée lors de la guerre du Viêt-nam et à propos de la répression en Amérique latine, a montré son efficacité. Sans autre pouvoir que la force morale de ses jugements, le Tribunal Russell est un instrument précieux pour la défense des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives. Le PSU a été, parmi les premiers, à s'adresser à la Fondation Russell pour attirer son attention et lui demander d'intervenir. Le PSU a suggéré, avec d'autres forces européennes et de nombreuses personnalités, la formule du Tribunal, la considérant comme la mieux adaptée à l'angoissant processus répressif qui s'est tissé depuis 1972 (date du « décret sur les extrémistes ») dans un pays gouverné par le SPD.

Le X<sup>e</sup> congrès de Strasbourg du PSU, dans une motion consacrée à la situation en RFA, vient de saluer chaleureusement la décision de la Fondation de créer un Tribunal Russell RFA. Le PSU y participera, par un effort militant, sous toutes ses formes, afin que le projet d'une première session du Tribunal puisse se réaliser avant l'été 1977.

Depuis quelques semaines et sous l'impulsion de personnalités, une **Coordination nationale des initiatives contre la répression en RFA** se met en place en France. Elle pourrait être la structure nationale de soutien — que la Fondation appelle de ses vœux (cf. texte ci-contre). Nous demandons à tous les militants progressistes désireux de lutter afin que le « modèle allemand » soit contraint de reculer, de prendre contact avec la Coordination (46, rue de Vaugirard, 75006 Paris) et de la soutenir financièrement (AEEP, Coordination RFA, CCP Paris 65 659), afin de contribuer à briser le silence odieux de la presse bourgeoise. De plus, la Coordination RFA, si elle réussit à trouver une large assise populaire, pourra prolonger et structurer le retentissement qu'aura la session du Tribunal Russell. A moins de miracle, la lutte sera longue, car nous avons affaire à une stratégie répressive soigneusement élaborée par le gouvernement SPD, dont l'attitude de collaboration de classe l'amène à être le plus sûr défenseur d'un « ordre démocratique », fondamentalement dévoué aux intérêts de la bourgeoisie allemande.

Ce « socialisme »-là a perdu son honneur comme l'a fort bien montré H. Böll dans *Katharina Blum*, le nôtre nous impose, aujourd'hui, de militer ardemment pour une initiative comme le Tribunal Russell RFA.

Alain CHATAIGNIER ■

## appel de la fondation Russell pour un soutien mondial à un tribunal Russell sur la répression en RFA

La Fondation pour la paix Bertrand Russell a reçu, venant de toute l'Europe occidentale, des appels demandant l'instauration d'une enquête internationale sur divers aspects de la vie en RFA. Ces appels soulignent l'existence d'une situation de fait ; ils proviennent à la fois d'organisations et de personnalités et concernent, particulièrement, le « décret sur les extrémistes » qui exclut certains citoyens de leurs activités professionnelles en fonction de critères politiques ; procédé maintenant internationalement connu sous le nom d'« interdictions professionnelles » (*Berufsverbote*). D'autres cas d'atteintes aux droits de l'homme sont également signalés. Plusieurs de ces appels évoquent aussi les implications de ces faits pour la CEE tout entière, et pour d'autres pays européens. De nombreux appels citent les lois et les statistiques du gouvernement de la RFA et fournissent d'autres documents. Certains appels reproduisent des extraits de critiques adressées à la politique de la RFA par des organes de presse conservateurs, libéraux ou socialistes en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

La Fondation Russell, fondée en 1963, par Bertrand Russell afin de poursuivre son travail pour la paix, la justice sociale et les droits de l'homme, a étudié soigneusement ces appels pendant plusieurs mois. Elle conclut, qu'en première analyse, l'existence de cas de répressions et

de persécutions en RFA est établie et que tous ces faits doivent être soumis à l'enquête la plus méticuleuse.

En 1966, Bertrand Russell créa le « Tribunal international sur les crimes de guerre » au Viêt-nam, universellement connu ensuite sous le nom de « Tribunal Russell ». Depuis lors, le deuxième Tribunal Russell sur « la répression au Brésil, au Chili et en Amérique latine », a tenu ses sessions. Ces tribunaux internationaux n'avaient aucun pouvoir officiel. Leur autorité morale repose sur l'intégrité de leurs membres et leurs jugements ont été fondés sur les preuves qui leur ont été présentées.

Un grand nombre des appels reçus par la Fondation Russell estiment indispensable la création d'un Tribunal Russell sur la répression en RFA. La Fondation Russell répond positivement à ces demandes, et s'adresse à l'opinion publique à travers le monde, en l'appelant à soutenir la création d'un Tribunal Russell, à constituer des comités nationaux de soutien, à contribuer à la réunion des fonds nécessaires et à rassembler la documentation pouvant être soumise au Tribunal. La Fondation souligne qu'un tribunal ne peut se réunir sans un soutien public massif, car c'est la seule façon de permettre aux comités nationaux d'agir et de financer le travail du Tribunal.

La Fondation fournira à Pâques 1977, son rapport sur la façon dont le présent appel a été accueilli. ■



## Espagne : semana negra

Rupture pacifique avec le franquisme, transition négociée vers la démocratie, libéralisation progressive... au pari du gouvernement Suarez (et des forces majeures de l'opposition) répond aujourd'hui le défi des aventuristes : deux rapt, en moins de deux mois, ont escamoté deux notables patentés de l'extrême droite ; onze assassinats ont, en huit jours, fait huit victimes à gauche, trois dans la police armée et la Garde civile. Dans les bistrot populaires de Cuatro Caminos, d'Atocha, ou de Vallecas, les conversations paisibles autour des « tapas » et du vin rouge de la Rioja ont changé de cours. On ne suppute plus les chances de « l'Athletico », club de football populaire, contre celles du Real Madrid, qui passe pour le « club des aristos ». On en oublie même les soucis de la vie quotidienne, les traites de l'appartement ou de la voiture plus difficiles à honorer en ces temps de crise et de chômage. On s'interroge, on s'inquiète et on se souvient.

On s'interroge d'abord sur les coupables. Qui sont donc ces gens du GRAPO et de l'AAA ? Si la seconde se situe très certainement à droite, on ignore s'il s'agit de la version, acclimatée en Espagne, d'un mouvement argentin, ou de terroristes latino-américains télécommandés de l'étranger. Quant au GRAPO, le mystère reste entier : groupuscule manipulé ? couverture d'activistes de l'extrême droite ? Cache-sexe de fractions mécontentes de la police ? repaire de fanatiques gauchistes qu'exaspèrent les atterrissements du régime à accorder l'amnistie ?... Faute de savoir précisément, on épluche des indices encore fort peu probants mais qui pourraient suggérer quelque liaison entre les deux sigles : curieux, ces « argentinismes » (1) relevés dans les textes du GRAPO ; étrange aussi l'arme du crime utilisée contre les avocats de la rue d'Atocha — une mitraillette perfectionnée, fabriquée aux Etats-Unis, employée pour certains services de sécurité étrangers mais non par les services espagnols ; il est vrai que la police en aurait saisi plusieurs exemplaires dans les dépôts d'armes de l'ETA, au Pays basque.

### « Franco présente ! »

Surtout, on s'inquiète. Dans Madrid quadrillée par les forces de l'ordre, survolée par les hélicoptères de l'armée, sillonnée par les voitures hurlantes de la police, les espoirs de la démocratisation en douceur reculent devant les emblèmes du franquisme ressuscité. La loi antiterroriste est réactivée. La garde à vue peut désormais être prolongée au-delà de soixante-douze heures. Les perquisitions à domicile sont autorisées sans mandat. Les arrestations pleuvent dans les rangs de l'extrême gauche, avec moins de courtoisie semble-t-il que dans ceux de l'ex-

trême droite, et alors même que les organisations visées (Parti du travail, ORT, Mouvement communiste...) ont condamné les actes terroristes de la semaine. Et le général Gutierrez Mellado, vice-président du gouvernement, a du mal à calmer l'effervescence des officiers et policiers qui, lors de la levée des corps des trois policiers abattus le 28 janvier, manifestent aux cris de « Franco présente ! » contre les « largesses et les faiblesses » d'un mouvement jugé trop démocratique. (Suite p. 18)



Photo Spangler/Sigma

## le film des événements

**Dimanche 23 janvier :** Un étudiant est assassiné par un « guérillero du Christ-Roi », lors d'une manifestation en faveur de l'amnistie à Madrid. Un deuxième étudiant meurt le lendemain des suites des blessures reçues pendant la même manifestation.

**Lundi 24 janvier :** Décès d'une étudiante matraquée par la police, lors de la manifestation organisée pour protester contre l'assassinat du 23 janvier. Le même jour, le général Villaescusa, président du Conseil suprême de justice militaire, est enlevé par des inconnus ; le GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du 1<sup>er</sup> octobre), qui affirme détenir Antonio Maria de Oriol, président du Conseil d'Etat, depuis le 11 décembre 1976, revendique ce nouvel enlèvement. Fait sans précédent depuis la guerre civile, l'opposition signe avec le gouvernement un communiqué appelant la population à rester calme. Le gouvernement décide de débloquent l'équivalent de 280 milliards de francs pour renforcer l'équipement de la police. Les manifestations de rue sont interdites à Madrid.

**Dans la nuit du 24 au 25 janvier :** Quelques heures après la publication

du communiqué commun du gouvernement et de l'opposition, deux hommes armés mitraillent un cabinet d'avocats de gauche dans la rue d'Atocha, au centre de Madrid : trois avocats sont tués sur le coup, deux autres meurent des suites de leurs blessures dans la journée de mardi, quatre autres personnes sont grièvement atteintes. L'attentat est revendiqué par l'Alliance apostolique anti-communiste, le « Triple A ». Le même jour, des rafales de mitraillette sont tirées sur un bureau vide de l'UGT, syndicat proche du PSOE.

**Mercredi 26 janvier :** Cent à deux cent mille personnes défilent, œillet rouge au poing, pour rendre hommage aux avocats communistes assassinés. En tête Santiago Carrillo, leader du Parti communiste d'Espagne. La presse souligne la dignité et la force du PCE dont la démonstration équivaut à une légalisation de fait ; la police assure à distance la sécurité de la manifestation protégée directement par un impressionnant service d'ordre communiste.

**Vendredi 28 janvier :** Un peu avant midi, deux membres de la police armée, en faction devant un bureau

de poste du quartier de Campamento, sont abattus par un commando qui s'enfuit à bord d'une Renault 12. A 13 heures, deux gardes civils sont tués devant le bureau de poste et de caisse d'épargne du quartier de Los Angelès ; un autre garde civil est tué et trois autres sont blessés dans l'attentat à l'explosif qui détruit leur voiture, alors qu'ils portaient secours à leurs collègues. Le gouvernement renonce à proclamer l'état d'exception, mais les articles 15 et 18 des « fueros » (charte des droits et devoirs des Espagnols promulguée par Franco) sont suspendus. Cinquante-quatre dirigeants de dix-huit formations de l'opposition lancent un appel commun à la « sérénité et à la responsabilité » de tous. Les quotidiens madrilènes invitent les forces politiques et sociales à s'unir pour « continuer jusqu'au bout le chemin de la démocratie ».

**Samedi 29 janvier :** Adolfo Suarez, Premier ministre, déclare à la télévision que « les méthodes répressives ne suffisent pas » qu'il n'y a pas de mesures infaillibles qui puissent garantir que ces événements ne se reproduiront pas » et qu'il faut « répondre collectivement » en montrant « la valeur que les Espagnols attachent, dans les moments les plus difficiles, à une vie normale ». ■

Certes, la violence n'est pas nouvelle : depuis novembre 1975, cinquante-quatre assassinats politiques ont été commis en Espagne. Mais elle change aujourd'hui de dimension, estime Tierno Galvan, le leader du Parti socialiste populaire : « Quand les coups sont portés en plein Madrid, le défi lancé au pouvoir apparaît plus dramatique... Le Pays basque, la Catalogne pouvaient bien être ensanglantés, certains pouvaient toujours considérer qu'il s'agissait d'événements marginaux, explicables par les problèmes locaux. Aujourd'hui, on frappe à Madrid, et cela provoque la crise de tout l'appareil d'Etat... »

Du coup, les craintes, jusqu'alors peu étayées, d'une évolution de type argentin prennent corps. Les structures politiques du pays ne s'y prêtent-elles pas ? Dénué de tout soutien social sérieux, l'Etat espagnol hérité du franquisme n'est si répressif que parce qu'il est faible : l'administration centralisée du pays embrasé mal sur les réalités locales ; les Cortès ne sont pas même un législatif fantôme ; les partis, longtemps interdits, ont du mal, à droite comme à gauche, à se structurer pour représenter les intérêts de fractions significatives de la population ; le pouvoir judiciaire subit lourdement les pressions de l'exécutif... Bref la réalité du pouvoir d'Etat est exercé en fait par trois corps mal reliés : l'armée et la police, la banque, le Mouvement, entre lesquels le gouvernement de transition d'Adolfo Suarez se contente d'assurer un équilibre précaire sans pouvoir apporter de réponse aux problèmes économiques difficiles que connaît aujourd'hui l'Espagne, ni même calmer les mécontentements, d'ailleurs contradictoires, qui se font jour dans les forces de l'ordre.

Dans ce contexte de crise économique et politique, les minorités acti-

vistes de l'extrême droite, qui ne sauraient rien attendre d'un jeu électoral qui confirmera leur faiblesse, sont évidemment tentées de jouer le pire : l'échec des réformes, le chaos et, à terme, le retour pourtant improbable, à la manière forte des grandes époques du franquisme. Car les mutations du corps social espagnol intervenues depuis la guerre, la consolidation d'une bourgeoisie qui souhaite un gouvernement fort et une ouverture sur l'Europe (promis l'un et l'autre par les « réformes » de Suarez) et la reconstitution d'un mouvement ouvrier résolu à gagner aujourd'hui la bataille de la démocratie, demain peut-être celle du socialisme, excluent tout retour au passé.

### « argentinisation » ou réconciliation nationale ?

Alors ? Alors l'Espagne risque, dans les années qui viennent, d'aller de crise en crise selon le processus « d'argentinisation » dont on parle beaucoup ces jours-ci à Madrid et qui enterrerait tous les rêves sincères, ou non, de démocratisation tranquille. A moins que l'idée, lancée par le quotidien libéral *El País*, de constituer un gouvernement d'union nationale auquel participerait l'opposition ne fasse son chemin ? Le discours pacifiant d'Adolfo Suarez, samedi dernier, ne rend pas la proposition incroyable : « Nous devons répondre collectivement... » Proposition de réconciliation nationale inattendue pourtant dans un pays où l'on célèbre encore, chaque année, des messes pour l'anniversaire de la mort de Franco et Mussolini. Proposition de réconciliation fort ambiguë aussi. Nécessaire

peut-être, même si dans l'immédiat il apparaît à beaucoup comme improbable. Dans les bars de Quatro Caminos on en discute fièvreusement.

### au comptoir d'« El Dolar »

Ainsi, au comptoir d'« El Dolar », un militant véhément s'enflamme contre les « capitulations des réformistes » : Santiago Carrillo dans le même gouvernement que le très élégant comte de Motrico qui organisa le massacre des Républicains de Bilbao après la « libération » de la ville ? Ou à côté de Fraga Iribarne, l'homme à poigne du franquisme sans repentir ? Et comment a-t-on osé signer un texte avec un gouvernement qui, par ses atermoiements à accorder l'amnistie et des réformes dignes de ce nom porte la responsabilité des incidents sanglants de la semaine ? Les voies de la démocratisation seraient-elles celles de la collaboration de classe ?

### le sang des pauvres

La cinquantaine à peine, son contradicteur (communiste ?) rétorque qu'il n'est pas de compromis coupable quand il s'agit d'en finir vraiment avec une dictature dont tous les rouages sont encore en place ou de barrer la route à un aventurisme qui rappelle trop les mauvais jours du passé. Et il se souvient à voix haute : « J'avais huit ans, peut-être. Dans le village perché d'Andalousie que nous habitons, les pauvres, qui habitaient le bas de la colline, assiégeaient les riches qui résidaient au sommet. En bas, on était pour la République. En haut, on soutenait les rebelles et on

avait pris des otages — domestiques et livreurs venus d'en bas — mais on mourait de faim. Ceux d'en haut ont lancé un ultimatum : ou on leur permettait de sortir pour s'approvisionner, ou l'on verrait le lendemain, à midi, dans les rues, de quel bois ils se chauffaient. En bas, on en a ri : on tenait la place ; qu'ils se rendent ! Mais le lendemain, à midi, on a cessé de rire : dans la rigole qui, au milieu des rues, assurait l'écoulement des eaux vers la plaine, ça coulait rouge ; ceux d'en haut avaient égorgé les otages au-dessus des réservoirs débordés qui se déversaient dans la rigole. Alors, vous comprenez, jeune homme, pour éviter le retour de ces choses, je pense qu'on peut s'allier même avec le diable. »

### l'ombre de la guerre civile

Personne n'a convaincu personne, bien sûr. L'extrême gauche sans doute a raison de souligner les dangers, à terme, d'une tactique qui, pour obtenir la légalisation de l'opposition, risque d'abuser une classe ouvrière dont les adversaires sont bien ceux qui, aujourd'hui, voudraient escamoter le conflit de classe pour se situer sur le terrain de la réconciliation et de l'union nationales. De là à refuser tout compromis parce qu'ils compromettent... L'histoire a aussi appris au mouvement ouvrier espagnol que l'impudence est mauvaise conseillère : l'ombre de la guerre civile explique — et légitime ? — bien des prudences, autrement incompréhensibles.

Claude DESLHIAT ■

## Bénin (ex-Dahomey) :

Le Bénin, est-ce bien sérieux ? De la droite à la gauche, l'invasion (manquée) de « mercenaires » sur l'aéroport de Cotonou, le 16 janvier, n'a rencontré en France que scepticisme et sous-entendus. *L'Aurore*, par exemple, a mis l'affaire au compte de la « frénésie révolutionnaire » du président Kerekou ; *Le Figaro*, sur « les divisions de l'armée », le *Monde* sur la « fragilité chronique du régime » ; et *Libération* — apparemment peu enthousiasmé par le « marxisme-léninisme » en honneur dans ce pays, a titré en forme de fine plaisanterie : « *Raid bénin sur l'ex-Dahomey* ».

Toile de fond de tous ces commentaires désabusés : escrocs et prévaricateurs, verbalisme et compagnie, maoïsme à la mode cocotier... Et une quasi-certitude : l'impérialisme n'ayant rien à redouter ni à espérer de ce petit pays pauvre et un peu fou, devenu la proie d'un dictateur rouge à la mode Kim Il Sung, ces « mercenaires » sont en fait de pauvres exilés béninois qui cherchent à débarrasser leur pays d'un régime qui ne veut plus d'eux et leur a confisqué leurs biens.

### est-ce si simple ?

« Nous vivons dangereusement, oui. Mais au moins nous mourrons l'esprit tranquille. Et en sachant pourquoi. » Cette confiance d'un haut

responsable politique béninois, voici quelques semaines, dit assez l'état d'esprit qui règne à Cotonou, depuis que l'ex-Dahomey s'est lancé dans « l'aventure » révolutionnaire, devenant un peu le Cuba de l'ouest africain : une petite verrue anti-impérialiste plantée sur une côte qui est presque toute acquise à l'Occident. De fait, la barre est dure à tenir, au milieu d'un océan de complots, notamment en 1975 (« militaire » en janvier, « anarchiste » en juin, « mercenaire » en octobre) et de son cortège de « bavures ». Le penchant des idéologues béninois à jeter aux mêmes poubelles de l'histoire les adversaires objectifs et les ennemis subjectifs de la révolution, n'a pas d'ailleurs toujours contribué à clarifier les affaires...



Photo Sygma.

# Djibouti : la colère d'Hassan Gouled

La fièvre monte de nouveau à Djibouti. Hassan Gouled, le président de la Ligue populaire africaine pour l'Indépendance (LPAI), qui est la véritable « conscience majoritaire » du pays, estime que la France sabote une fois de plus le processus politique engagé maintenant depuis un peu plus d'un an. Et il parle le langage de la colère, avec des mots qui ne lui sont pas habituels : « *Je n'ai jamais été, dit-il, un harki du colonialisme ; je ne serai jamais celui du néo-colonialisme* ». Son parti a demandé le report de la conférence qui devait se tenir au mois de janvier à Paris. Il explique ici pourquoi.

**T.S. :** Les cartes électorales pour le référendum sur l'indépendance sont délivrées au compte-goutte. Est-ce ce qui motive votre inquiétude ?

**Hassan Gouled :** Ce n'est pas la carte d'identité en elle-même qui me préoccupe. Pour nous, futurs citoyens de notre pays, la carte d'identité française est bien périssable. Non, ce n'est pas elle, mais ce qu'elle signifie de la politique française et de ses intentions, comme de la constante incompréhension des problèmes dont son administration n'a cessé de faire preuve à cet égard. D'après nos renseignements, en onze mois, il n'a été délivré que 32 544 cartes nouvelles, ce qui porterait la population « française » à moins de 150 000 per-

sonnes, alors que 250 000 au moins vivent sur le territoire.

Ce que je vais dire est grave, il faut que chacun l'entende bien. Cela veut dire que 150 000 personnes seulement seront consultées lors du référendum et que les 100 000 autres, considérés comme étrangers, seront écartés des urnes. Cela veut dire que la France veut que nous bâtissions une indépendance avec 100 000 étrangers. C'est comme si elle acceptait de construire la sienne avec vingt millions de non-Français !

Pour nous, la majeure partie de ceux qu'elle qualifie « d'étrangers » — et qu'elle avait expulsés en 1966 — vivent et peinent avec nous : ce sont nos enfants, nos frères, nos sœurs ; c'est avec eux que nous devons

## le « complot permanent »

Mais à ce prix — que certains jugent trop lourd — le Bénin est devenu méconnaissable en l'espace de quelques années. Il travaille, produit, étudie, et il en est fier car — pour la première fois depuis quatre-vingt ans — le centre de décision n'est plus à Paris, le travail commence à servir à ceux qui le produisent, les élèves sortent du « quartier latin » où on affectait de confiner l'ancien Dahomey. Après deux années de « sursaut national » ou de « salut public », les « officiers patriotes » auteurs du coup d'Etat « antifrançais » de 1972 ont fait alliance avec une couche de jeunes intellectuels marxistes qui ont tiré vers eux un régime où l'armée n'est plus le pivot ambigu de la vie nationale : de fait, les civils sont majoritaires au comité central et au bureau politique du Parti de la révolution populaire du Bénin, créé en 1975.

L'administration locale a été entièrement « épurée », de jeunes enseignants succédant souvent aux anciens administrateurs néocoloniaux à la tête des districts ; au niveau des communes et des villages, les conseillers sont élus librement (et révocables !), et non plus nommés par l'Etat en fonction de leur surface

sociale ou de leur degré de familiarité avec la culture française, comme c'était le cas au temps du Dr Zinsou et des « présidences tournantes ». La haute-administration a été nettoyée également, comme les ambassades et les directions des nombreuses sociétés nationales. A tous les échelons, des comités révolutionnaires ou des comités de défense ont été constitués, qui servent d'instance de discussion, d'instrument de mobilisation pour les travaux collectifs, ou — comme l'autre dimanche — pour organiser la résistance. Ce remue-ménage intense a privé de nombreux Dahoméens — élevés à l'école de la France et de ses beaux principes — de leurs biens, de leurs postes, de leur style de vie. Leur recherche du temps perdu va évidemment au devant des soucis de certains intérêts français ou américains que la « turbulence » du petit Etat marxiste-léniniste béninois finit par inquiéter. Voilà qui vaut bien quelques coups de poker et la location d'un avion « DC 8 », d'ailleurs reparti trois heures après le début de sa folle équipée — et sans laisser d'adresse !

Ph. M. ■

construire notre pays, et il n'est pas question qu'ils soient exclus de la consultation populaire qui fixera le destin de notre pays. On dirait que certains rêvent de nous voir les rejeter au sud et au nord de nos frontières, destabilisant ainsi toute la région. Le référendum que nous

construire, à mettre sur pied sa production et son encadrement.

**T.S. :** Désirez-vous vraiment la coopération avec la France ?

**H.G. :** Je vous retournerais volontiers la question. Certes, les vœux de début d'année du Haut-Commissaire



Photo Bour.

Hassan Gouled (à droite) : « *Je ne serai jamais le harki du néo-colonialisme.* »

accepterons, celui que toute l'Afrique attend, c'est un référendum qui assure la paix et non un référendum qui engendre la guerre.

**T.S. :** Est-ce la seule cause du blocage de la rencontre de Paris et donc de tout le processus ?

**H.G. :** Celle-ci suffirait, mais notre Ligue en rencontre une autre. Nous avons mis au point un projet de « service national », pour assurer, dès ce début 1977, la garde aux frontières, la couverture territoriale, et le développement pastoral et maritime. Il s'agit, dans notre esprit, de constituer un véritable corps de bataille du développement, qui serait en même temps le creuset de notre unité nationale. C'est donc le contraire d'une armée inactive qui pèserait lourd sur notre budget et qui, coupée du peuple, pourrait servir à quelques aventuriers, dirigés ou non de l'étranger. Cet effort, dont nous connaissons le prix et les limites, ne rencontre que réticences auprès des autorités françaises. Et cela nous paraît avoir une signification politique. Nous demandons la mise sur pied d'une commission sur cette question avant la convocation de la conférence de Paris. Et si notre requête est rejetée si le gouvernement français montrait trop de précipitation dans la manière de mener le processus d'accession à l'indépendance, nous nous demanderions si cela ne marque pas, plutôt, une volonté d'empêcher notre pays de commencer, dès avant l'indépen-

montrent que la France a renoncé définitivement au chantage de l'indépendance dite « à la guinéenne » dont elle nous avait menacé — et par quelle grande voix ! — en 1967. Mais ce que nous voulons, ce sont des actes avant le référendum, afin que nous soyons assurés de ce qui se passera après. L'exemple des Comores montre assez comment une décolonisation se voulant exempte peut tourner court et mal. Là encore, qu'on ne compte, ni sur la LPAI, ni sur moi, pour une telle conception de l'indépendance.

**T.S. :** Certains jeunes vous accusent parfois de trahison au profit de la bourgeoisie...

**H.G. :** Notre jeunesse est immense, impatiente, magnifique. Parmi eux, il se trouve toujours quelques doctrinaires pour penser qu'il suffit d'une discussion de « mabraz » pour dominer et refaire le monde en une journée, sans passer par le dur cheminement du travail et de la réalité. Mais dans son immense majorité, notre peuple sait bien, lui, qu'il faut marcher pour trouver un peu d'eau et un peu d'herbe.

Ce peuple sait aussi que notre grande organisation n'a jamais dévié de son devoir, qui est de marcher et de travailler pour le peuple et pour lui seul, et non pas pour quelques privilégiés.

D'ailleurs, notre lutte contre la corruption, le pillage, et la spéculation en apportera vite la preuve...

Propos recueillis  
par Philippe MARIÉLIE ■

## Roger Planchon : « le dos au mur. »

Roger Planchon, codirecteur (avec Patrice Chéreau) du TNP-Villeurbanne, est en ce moment l'hôte du Théâtre National de Chaillot qui présente plusieurs de ses spectacles. Il a connu, depuis les temps héroïques de la rue des Marronniers à Lyon, tous les avatars que peut connaître une jeune compagnie, puis une troupe de décentralisation. Le passage de Vilar à Villeurbanne l'a conforté jadis dans l'idée que pouvait naître un grand mouvement de théâtre populaire. Il fait le point, aujourd'hui, pour TS, nous fait part de ses espoirs et de ses doutes.

**Roger Planchon :** Pour se rendre compte de la situation catastrophique dans laquelle se trouve tout le théâtre subventionné par l'Etat, il suffit d'observer et de tirer les conclusions. Le théâtre subventionné dans son ensemble fait beaucoup moins de créations qu'il n'en faisait il y a quelques années : alors que les trente-neuf troupes de province faisaient chacune quatre à cinq créations par an, elles n'en font plus que deux, ou même qu'une. Pour le comédien, le marché s'est réduit de plus de la moitié. Ses chances d'être engagé sont de une pour deux ou trois de ce qu'elles étaient auparavant. Voilà des faits qu'en tant que responsable de théâtre et qu'observateur de la réalité, je suis obligé de constater.

**T.S. :** Le gouvernement prétend pourtant qu'il y a eu des augmentations de subvention.

**R. P. :** Il y a eu une diminution de tous les budgets. Il suffit de comprendre le mécanisme. Admettons que les Centres aient été augmentés de 25 % cette année. Le mécanisme consiste à bloquer les subventions pendant trois ans, et la troisième année on augmente. Comme la vie augmente chaque année de 15 %, c'est un manque à gagner de 45 à 25. On joue sur les chiffres. Mais la situation est dégradée. Les 25 % ne sont pas reconduits l'année suivante. C'est donc 20 % de perte que nous enregistrons et cela se répercute sur toutes les possibilités de création.

**T.S. :** Le ministère de tutelle est-il conscient de cette situation ?

**R. P. :** Les ministres tiennent tous le même discours, quand ce ne sont pas les présidents de la République : la culture, c'est important, il faut faire quelque chose ; mais les augmentations ne suivent pas. Il n'y a pas de volonté politique que tout ce secteur de la création sorte du marasme. Aussi remarque-t-on une désespérance de toute la profession. Malraux avait fait lever un espoir. Cet espoir est aujourd'hui au plus bas.

**T.S. :** Il y a de plus en plus de troupes subventionnées.

**R. P. :** Mais qui reçoivent chacune des poussières. Pour l'ensemble des subventions, il y a moins qu'avant. Personne ne peut ou n'ose se plain-

dre. Un peu, c'est mieux que rien. Mais la partie qui souffre le plus, c'est l'artistique. On garde les permanents. Dans le cas d'une troupe itinérante comme la nôtre, on paie les frais de transport, il le faut bien. Mais on supprime des spectacles et des représentations, c'est-à-dire du temps de travail pour les comédiens. A cela s'ajoute une désaffection du public. Partout, il y a moins de public qu'avant, moins de recettes. Le bilan est désastreux.

**T.S. :** Notre secrétaire d'Etat à la culture n'est pas loin d'accepter ce bilan désastreux comme une situation inconvertible ?

**R. P. :** Mme Giroud affirme que si le gouvernement ne peut pas redresser la situation, il devra la reconnaître et se contenter de sauver deux ou trois entreprises.

**T.S. :** Celles qui sont déjà très bien pourvues... La Comédie-Française, l'Opéra...

**R. P. :** Selon moi, c'est tout le travail fait depuis les très vieux projets de culture populaire. celui des Gemier, Dasté, Vilar... qui passe à la trappe. Les ministres se succèdent et me disent : Planchon, ne vous découragez pas. Mais d'abord, je refuse qu'on ramène le débat à des questions de ma psychologie à moi. Ça n'a pas de sens. Personnellement, je ne désespère absolument pas. Au poste que j'occupe, je me bats. Je le fais depuis des années, le dos au mur. Mais je ne veux pas qu'on me berne avec un optimisme qui n'est jamais suivi d'effet et qui laisse la situation se dégrader de plus en plus. Or, ce que je constate, c'est qu'il n'y a pas de volonté réelle pour sauver ce qui peut encore être sauvé ou pour créer une situation intéressante nouvelle. On se contente d'agiter des mots autour de cette culture qu'il serait si important de sauvegarder, et de la regarder sombrer..

**T.S. :** Vous croyez que ce gouvernement, ou un autre gouvernement qui lui succéderait pourrait redresser la situation ?

**R. P. :** Oui, à condition qu'il la comprenne et qu'il ait réellement l'intention de faire quelque chose. Nous assistons sans arrêt à des abus de pouvoir de l'Etat. Il intervient dans la

gestion de chacun d'une façon folle. Regardez ce qui se passe à Chaillot. C'est un théâtre nationalisé dans les mots, pas dans les faits, on n'y part pas des besoins. Les frais d'un hôpital se comptent en lits : tant de lits, cela coûte tant. Au chemin de fer, l'activité du réseau aussi coûte une somme déterminée, et on la trouve. A Chaillot, l'Etat donne une somme et dit à son directeur de se débrouiller, et de se débrouiller en gardant tout le personnel technique, parce qu'il a peur des grèves. Cette décision de Michel Guy, plus voyante à Chaillot parce que, des spectacles ayant dû être annulés deux cent cinquante personnes du secteur artistique sont passés à la rue sans que personne s'en soucie, se retrouve dans tous les subventionnés de province. Dans aucun théâtre n'a été posée la règle d'une certaine parité entre l'artistique et le technique.

**T.S. :** Le gouvernement souhaite vous confier Chaillot ?

**R. P. :** Il me le propose depuis des années, et je refuse. La nationalisa-

tion de Chaillot est une fausse nationalisation. Si Chaillot est un théâtre nationalisé, il faut calculer ce qu'il coûte et faire des propositions claires, qui défendent en particulier le travail des comédiens. Alors seulement on pourra y faire du théâtre. Je n'entre-rais jamais dans un établissement où tous les problèmes n'auraient pas été tirés au clair.

**T.S. :** Quelle est votre situation à Villeurbanne ?

**R. P. :** Le TNP n'a de national que le nom. Je vous ai déjà raconté comment cela s'était fait. Quand Patrice est venu me rejoindre au Théâtre de la Cité, nous avons formé le projet d'un grand théâtre fonctionnant en province et nous avons demandé au ministère des Affaires culturelles de nous en donner les moyens. Ce qu'il a refusé de faire. Puis, l'affaire a rebondi. On nous a fait savoir que, si nous acceptions le sigle TNP, on nous donnerait de l'argent. Mais, simple troupe de décentralisation, nous sommes une société anonyme, totalement libres sur le plan de la gestion.

Roger Planchon



Photo A.I.G.L.E.S.

**T.S. :** Si le gouvernement vous confiait Chaillot, ne vous donnerait-il pas les moyens de le faire fonctionner ?

**R.P. :** Je l'ai expliqué à Mme Giroud, elle offre ce qu'elle n'est pas en mesure de proposer. Elle a accepté un secrétariat d'Etat avec des crédits qui, décidés avant sa venue, sont des crédits réduits. Actuellement, elle ne peut même pas tenir les promesses de son prédécesseur. Tout ce qu'elle peut faire, c'est réfléchir — ou rêver — à ce qu'elle pourrait faire si le budget 1978 était différent.

**T.S. :** Il faudrait une augmentation substantielle ?

**R.P. :** Très substantielle. Une grande partie du budget de la culture est engagée avant toutes autres sortes de dépenses. C'est le cas des travaux faits dans les bâtiments. La facture des entrepreneurs est payée quand ils la présentent. Mais, de plus, alors que le budget de l'Etat est inchangé depuis des années, la facture des entrepreneurs suit les augmentations du coût de la vie. Il faut bien trouver le montant de cette augmentation quelque part.

La légèreté avec laquelle tout le monde parle de ces problèmes n'a pas fini de me surprendre. A croire que les gens n'ont jamais payé de factures d'électricité. Tenez, cette lampe qui brûle au-dessus de nous, elle émergera au budget de l'année prochaine. Pour combien, c'est ce que ni vous ni moi ne pouvons dire. La Comédie-Française est le seul théâtre où ces sortes de frais, et particulièrement le chauffage, sont indexés sur le coût de la vie. Pour les autres, une somme est donnée, et c'est toujours le fameux : débrouillez-vous.

**T.S. :** Lâcheté, désintérêt ?

**R.P. :** Ou plus généralement, impuissance. Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est jouer avec une toute petite marge flottante constituée avec ce qui dépasse les frais fixes et dont lui-même ignore tout, puisqu'il ne sait pas quelles seront dans les mois à venir l'indice des prix. Cette petite marge seule peut venir au secours de la création contemporaine, mais c'est insignifiant.

**T.S. :** Est-ce pour cette raison que le secrétariat d'Etat, depuis Michel Guy, s'attache si fort à la « rentabilité » des salles ?

**R.P. :** Ne vous faites pas d'illusion. Tous les ministères de ces trente dernières années, et même celui de Malraux qui prétendait le contraire, ont toujours tenu à ce que la culture rapporte. Pourquoi Wilson a-t-il été renvoyé ? Vous croyez que c'était pour des raisons esthétiques ? Non. Sim-

plement parce que ses salles n'étaient pas pleines.

Je suis actuellement bien en cour, mais cela ne tient ni à ma personne, ni à la qualité des spectacles du TNP. Cela tient au fait que partout où nous passons nous remplissons les salles à 99 %.

**T.S. :** C'est ce que vous avez fait ces temps dernier avec le spectacle Adamov ?

**R.P. :** Non, et cela m'inquiète. Il nous est arrivé d'avoir des demi-salles pour des raisons que je crois bien analyser : des grandes entreprises comme la nôtre et comme Chaillot ne peuvent marcher que sur l'abonnement et sur la ferveur. Or, à Chaillot, la confiance du public a été cassée. Nous en supportons les conséquences. Ce serait une raison de plus pour qu'un important travail soit fait vers l'extérieur. A Villeurbanne, nous avons sept responsables des relations avec le public (prises de parole dans les comités d'entreprises...) pour deux accessoiristes. A Chaillot, il y a quatorze accessoiristes pour une personne qui s'occupe du public. Je ne dis pas qu'il y a trop d'accessoiristes, mais que la proportion est mauvaise. D'autre part, si j'avais su que nos spectacles seraient les seuls qui passeraient dans la grande salle, j'aurais fait une programmation différente. Au printemps dernier, André Perinetti désirait des spectacles difficiles et peu joués. C'est ce qui nous a fait choisir *AA* et *Gilles de Rais*. Avec les *Folies bourgeoises*, le principal but est d'amuser, et avec *Tartuffe* derrière, nous faisons des salles pleines.

**T.S. :** Cela vous inquiète du point de vue financier ?

**R.P. :** Non. Après six mois de travail sur Paris et des salles bourrées à la Porte Saint-Martin, nous repartirons avec des caisses vides. Mais nous ferons comme tous ceux qui en ont l'occasion : nous irons gagner de l'argent en Allemagne. Ce qui m'inquiète, c'est qu'un indice de fréquentation plus faible à Chaillot que ceux enregistrés ailleurs soit un argument de plus pour fermer Chaillot ; et, si Chaillot ferme, ce sera un désastre. C'était la grande idée des Romain Rolland, des Génier, des Copeau, Des Vilar qu'il y ait des grands théâtres pas basés sur le commerce, des spectacles à prix réduit et dont le répertoire demandait pour être joué l'aide de l'Etat. Actuellement, c'est tout ce théâtre qui risque de disparaître. Si Chaillot ferme ses portes, ce sera une immense défaite pour le public et pour toute la gauche.

**T.S. :** Si la gauche prend le pouvoir, comment redressera-t-elle la situation ?

**R.P. :** J'espère qu'elle le pourra.

Mais en art, la démocratie fonctionne mal. Les majorités consultées ne nous sont pas favorables. La culture est réputée coûter trop cher. Personnellement, je suis pour une table rase et qu'on regarde tout ce qui ne va pas. Ensuite, on reconstruirait. Depuis vingt-cinq ans, je réclame la nationalisation des théâtres, mais une vraie nationalisation, qui débouche sur la remise au travail d'équipes de jeu nombreuses.

**T.S. :** Après *AA*, nous attendons de vous deux spectacles, *Gilles de Rais* dont vous êtes l'auteur et les *Folies bourgeoises*...

**R.P. :** Où, au contraire, pas un mot n'est de moi. Il s'agit d'un collage. J'ai pris 25 pièces jouées à Paris et publiées dans la *Petite Illustration* entre 1910 et 1914, et j'ai taillé dedans. Les scènes où la bonne paraît, par exemple, sont tirées de pièces différentes et pourtant, toutes ensemble, constituent le personnage d'une bonne. De même pour les autres personnages (femme fatale, mari, amant). Il y a des prototypes. De même pour les décors. J'ai choisi les lieux dont on parle le plus souvent : Deauville, un salon du Ritz. Si les scènes ne cadrent pas avec les lieux, tant pis. Il arrive aussi que des personnages meurent et ressuscitent. Mais ce n'est pas gênant.

**T.S. :** Vous voulez dire que tous ces succès du boulevard racontent tous les même chose ?

**R.P. :** Comme aujourd'hui les feuilletons de télé et *Au théâtre ce soir*. Tous les spectateurs dans nos salles connaissent ce théâtre à fond. Cela me plaisait de travailler sur la plus grande forme qui soit de théâtre populaire. Une histoire de cocu peut être comique ou sentimentale. Dans ma pièce, elle est l'un et l'autre. J'ai refait en l'écrivant une constatation un peu amère, c'est que, dans une époque donnée, tout le monde écrit, à peu de choses près, la même pièce.

**T.S. :** Une constatation amère pour l'écrivain ? Pourtant les *Folies bourgeoises* et *Gilles de Rais* ne se ressemblent pas.

**R.P. :** *Gilles de Rais* est une pièce

sur la violence individuelle. J'en ai fait depuis deux autres sur la violence collective. *Gilles de Rais*, le plus grand criminel français individuel, son histoire est fabuleuse. D'autres ont tué pour raison d'Etat. Lui, maréchal de France, a tué près de trois cents enfants. Que se passe-t-il dans ces époques où tout fout le camp et où surgissent des monstres qui sont la face noire d'une époque ? Le Marquis de Sade est la face noire du siècle des lumières. Gilles de Rais se situe à la rupture entre Moyen âge et Renaissance. Le Moyen âge m'a toujours fasciné sans que je sache quoi en faire, on en est trop loin pour le rendre vivant. Mais, avec Gilles de Rais, j'ai essayé de mettre dans la pièce tout ce que je trouvais de fort dans le théâtre du Moyen âge et intégré tout ce que je peux savoir par ailleurs. Et il m'a semblé que ce temps-là n'était pas tellement coupé du nôtre.

**T.S. :** Par le déchaînement de la violence ?

**R.P. :** Et aussi par la façon dont on la regarde du balcon, pour ainsi dire. A la télévision, on assiste sans comprendre, impuissants. Mais, en même temps, on sait que cela peut entrer dans nos vies à tout moment. Il me semble que les serfs du Moyen âge devaient regarder de la même façon les jeux criminels des seigneurs, en espérant seulement que ça ne viendrait pas jusqu'à eux. Cependant, comme auteur, j'ai tenté de voir jusqu'où je pouvais accompagner le monstre, mettre mes pas dans ses pas.

**T.S. :** Comme vous aviez fait avec le curé d'Uruffe.

**R.P. :** Je me suis toujours demandé comment, du fond des temps ou de leur solitude, ces êtres qui disent le plus profond de leur époque peuvent nous concerner aussi directement.

**T.S. :** Ainsi, ce que vous proposez, c'est une réflexion sur notre temps par l'acte théâtral ?

**R.P. :** Tant que nous aurons des théâtres, c'est ce que je compte faire.

Propos recueillis par  
Dominique NORES ■

## ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement  
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mille .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).  
Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an); 60 F (6 mois).

### SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mille .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

# les armes de la critique

## un inoubliable opéra de la déchéance

Dès son premier film, *Cette nuit ou jamais*, on pouvait parier que Daniel Schmid serait l'un des cinéastes les plus importants de la nouvelle génération. Aujourd'hui encore, ce jeune Suisse allemand de 33 ans s'impose par son talent. *L'Ombre des anges* est une œuvre d'une importance considérable, tant par le fond que par la forme.

Certes, Daniel Schmid est un réalisateur particulier. Sa façon d'envisager le cinéma (lenteur, esthétisme, théâtralisation, création de maquillages qui deviennent des masques) peut rebuter ; son style personnel — il filme l'immobilité comme personne — peut décourager.

*L'Ombre des anges* — il faut l'avouer — est un film difficile. Sur un scénario de Rainer-Werner Fassbinder, Schmid a construit une œuvre multiple, qui peut se lire à bien des niveaux.

Lily Brest (Ingrid Caven) est une prostituée. Elle apprend un jour que la fortune est aux pieds de celle qui saura ne plus coucher avec ses clients, mais les écoutera parler. Petit à petit, Lily accèdera à cette gloire en faisant payer son silence par un juif riche et puissant. Mais la chute est inévitable : devenue le dépotoir de la ville, Lily cherchera le meurtrier qui pourra, enfin, lui procurer le repos.

Ce qui pourrait être un mélo pleurnichard de dernière catégorie devient, par la magie de Schmid, un véritable opéra de la déchéance. Enfermés dans une « ville » (issue de l'urbs romaine), coincés dans un « système » et prisonniers d'un « pouvoir », les êtres torturés de *L'Ombre des anges* deviennent tous égaux parce qu'ils se traînent au plus bas...

### le mur du silence

Lily Brest, le mur de silence qui empêche les hommes de se voir, de se reconnaître ; la poubelle qui reçoit toutes les angoisses mais aussi toutes les maladies de l'âme allemande, est désignée d'avance pour être l'animal sacrifié (le bouc émissaire, ou « pharmacos »). Dans sa lente montée vers le Capital (celui de Marx) qui est aussi sa lente agonie, elle est chargée d'ôter à la ville son ordure et ses relents malsains. C'est ainsi qu'elle recueille les confessions d'un nostalgique des camps de concentration — poids trop lourd pour les épaules de Lily.

On a reproché au film de Daniel Schmid d'être antisémite : c'est n'y avoir rien compris. Si le personnage du juif est un salaud, ce n'est pas parce qu'il est juif, mais parce que le pouvoir a fait de ce juif là un salaud ! De même, si l'on entend des personnages se plaindre de la survie de cette race condamnée, il faut comprendre qu'ils s'accusent eux-mêmes

puisque'ils ne parlent ainsi que devant Lily, c'est-à-dire pendant l'heure privilégiée où ils se lavent de leur « bonne conscience »...

*L'Ombre des anges* est un film qui cherche à sonder la métaphysique du désespoir... Mais qui la cherche du côté de la tragédie grecque. L'apparition, à des points-repères, d'une chanteuse noire rappelle le chœur antique (l'annonce de la mort) et l'assassinat de Lily au plein milieu d'une campagne (en dehors des murs de la ville) fait penser à la Catharsis grecque par laquelle une cité se lavait de ses péchés...

### la peur de l'éphémère

Si le ton du film balance perpétuellement entre la Bible et les références aux philosophes allemands du XIX<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas pour rien : la chute de Babylone, le problème du Salut et du Pardon au sein d'une société judéo-chrétienne sont en parfait écho avec l'ère de la technique qui devait condamner les hommes...

## un avocat... des avocats

**Pour ceux qui ont suivi le procès de Patrick Henry, il n'est pas douteux que maîtres Bocquillon et Badinter ont été les principaux artisans d'un verdict qui a surpris tous les observateurs. Sans eux, sans la manière dont ils ont su exploiter toutes les faiblesses et les outrances de l'accusation, il est probable que Patrick Henry serait aujourd'hui un condamné en sursis.**

Les avocats, leur rôle, leur condition, leur vie, la manière dont ils travaillent, tels sont précisément les thèmes essentiels de l'ouvrage qui vient de publier maître Roland Dumas (1). Devenu célèbre à l'occasion de l'affaire Markovic, chargé des intérêts du *Canard enchaîné* dans le dossier des « plombiers », c'est lui qui en 1975 a sauvé la tête des détenus de la prison de Brive aux assises de la Corrèze lors d'un procès qui fit alors grand bruit.

Riche de souvenirs plus que de thèses, *Les Avocats* commence et se termine par le compte rendu du procès de Tulle. Mais l'auteur y parle surtout de la vie de l'auxiliaire de justice qu'est l'avocat, la sienne bien sûr, mais aussi celle des 15 000 avocats que compte la France (dont 4 600 pour la seule ville de Paris). D'anec-



Ingrid Caven et Rainer Werner Fassbinder.

Filmé d'une façon remarquable, *L'Ombre des anges* — film en dehors du temps — bouscule et dérange les esprits. Ni vainqueurs ni vaincus dans ce corps à corps entre des êtres de chair, tous plus ou moins enfermés dans la peur de l'éphémère et l'angoisse de l'absurde : c'est la ville qui gagne, la ville avec tout ce qu'elle recèle de machinations politiques et de nausées racistes.

Daniel Schmid n'accuse personne d'autre que cette entité qui écrase les individus. Lily Brest aura joué sans le savoir un des rôles « distribués » par le pouvoir, mais ploiera sous le fardeau

d'une connaissance trop intense du malaise des hommes. Lorsque les pantins du Pouvoir en savent trop, il ne leur reste plus qu'à errer à la recherche de la mort.

C'est ce que finit par faire Lily. Elle a été prise au piège de la puissance et n'aura dansé que deux tangos et sambas avant de chanceler entre les doigts de la délivrance.

Fabian GASTELLIER ■

A partir du 2 février : St-André-des-Arts, 30, rue St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - 326-48-18.

légèrement de certaines contradictions. Par exemple, la vertu fiscale que revendique hautement Roland Dumas l'honore. Mais je ne saisis pas très bien le sens de son attaque contre les « Saint Just » de l'Administration des finances, soupçonnés de « jalousie » ou « d'arrière-pensées invouables » dès lors qu'ils redressent les déclarations de certains de ses confrères qui apprécient le montant de leurs revenus avec une coupable fantaisie.

Cependant, et même s'il est des affaires au sujet desquelles on eût aimé que l'auteur apporte d'utiles et inédites lumières (par exemple dans l'affaire Markovic), *Les Avocats* reste un livre attachant. Et puis, les portraits de certains de ses collègues et néanmoins amis du Barreau de Paris ne manquent pas de sel, ne serait-ce que par les omissions qu'ils comportent. Entre gens de même compagnie...

Michel ETIENNE ■

(1) *Les Avocats*, Roland Dumas, Paris, éd. Grasset, 255 p., 42 F.

## points de vue

**Du Giscard à tous les repas, ces derniers jours, et encore du Giscard, même à l'heure des soupers fins... On aurait voulu l'éviter, de chaîne en chaîne, d'un journal télévisé à l'autre, de l'Événement aux Dossiers de l'écran, de retour des Claustre à l'inauguration de Beaubourg, qu'on n'aurait pu y échapper! Le « one man show » permanent, le record du temps d'antenne!...**

Donc, il paraît que nous avons vécu une grande première audio-visuelle, mardi soir 1<sup>er</sup> février, sur A 2. La formule, certes, fera recette. Dans une édition spéciale des *Dossiers de l'écran*, le chef de l'Etat a dialogué, en direct, avec la France en miniature et l'a mirée au fond des yeux... Comme qui dirait la démocratie avancée sur un plateau.

Première partie : on nous explique en long, en large, comment ont été choisis les gens qui nous représentent — combien c'est scientifique et « rigoureux » (ah ! la « rigueur »... un des gros arguments aujourd'hui à la télé... celui de « l'objectivité » a fait son temps). Une soixantaine de personnes, d'âges, de sexes, de professions, de régions, d'opinions, d'engagements différents sont répartis par tables et par « problèmes ». 48 % majorité - 52 % « gauche »...

La SOFRES est dans le coup (son directeur est là, que d'aucuns confondent toujours avec Jean-Paul Rouland — mais lui, c'est « la tête et les jambes »...). Toute l'équipe d'Armand Jammot est sur les dents.

### un sacré « dialogue » !

Et Giscard, d'abord mal à l'aise, bientôt maître du jeu, va évoluer, toute la soirée, de table en table, de problème en problème... Comme le magicien de cabaret vole les montres, escamote les cartes, endort les dames, sort lapins et pigeons de ses manches ou de son chapeau...

Les sujets sont abordés bien sagement, dans l'ordre et sans dépasser le temps imparti : le métier de président, les différends de la majorité, le « collectivisme », le chômage, le logement, le troisième âge, la peine de mort, la crise du textile, la viticulture, l'école... Giscard répond sans hésiter, résolument situé au-dessus des partis, des classes, des cas « sectoriels » ou « personnels » : « problème global, adaptation, réforme, équilibre du marché, gnagnagna ».

Il sait causer, il connaît bien ses dossiers, ça coule tout seul. Et puis, tout ce monde est tellement poli, tellement impressionné : chacun lit sa question, ému, enrôlé, bredouillant parfois. On écoute, on ne coupe pas. On murmure : « merci, Monsieur le Président... » le trac, le trou devant la fonction, devant le pouvoir : un sacré « dialogue » !

De temps à autre pourtant, un des participants tente de briser le ronron,

d'accrocher un débat sur du concret. Une jeune fille au chômage, tout de suite épaulée par une dame d'Amiens qui évoque le cas de sa fille : 22 ans, sans travail après une formation paramédicale... Bien entendu, pas d'allocations : « et pourtant, faut vivre ! ». Une autre femme : « avec deux enfants, un seul salaire et 500 F de loyer, combien d'après vous, Monsieur le Président, il faut par mois ? ». Un vieux viticulteur, venu uniquement (et il le dit) pour parler de son Midi qui crève : il retient le micro.

Giscard répond, courtois, distant (la « classe », fils, « la classe » !), avec cette sorte de candeur de la grande bourgeoisie, cette bonne volonté à « se pencher sur le peuple ». Il dit des choses étonnantes ; par exemple : « il n'y a pas de Français qui commandent, et d'autres qui obéissent... ». Sa caste ? Ses origines sociales ? Les intérêts qu'il représente ? Il ne voit pas — mais pas du tout — de quoi diable on veut parler.

Evidemment, il s'est agi de ne pas perdre de temps avec les « irrécupérables » : deux ou trois chevelus ou barbus, dont un jeune militant du PC. Ce dernier n'a pu qu'évoquer quelques « affaires » : Ceccaldi, Charette, non-lieu du *Canard enchaîné*, les procès de comités de soldats (et oui, et oui...).

Bref, une opération dont il ne fallait rien attendre ; à laquelle, sans doute, une bonne partie des participants a dû regretter de s'être laissé prendre. Une mise en scène destinée à servir ou à raviver une image de marque. Pour faire bonne mesure en fin d'émission, Joseph Pasteur a laissé au chef de l'Etat le soin de donner les toutes dernières nouvelles de Mme Claustre.

Petite conclusion provisoire, à brûle-pourpoint : tout compte fait, l'« échantillon » de Français, qu'on nous a présenté, est apparu (malgré le piège), moins plat, moins suffisant, moins « con » que les journalistes qui participaient à la dernière conférence de presse à l'Élysée...

Petite suggestion gratuite : si « expérience » démocratique il y a eu, autant la mener un peu plus loin : après quelques jours, on pourrait faire visionner l'émission par les participants, filmer leurs réactions et le bilan critique qui s'ensuivrait, et diffuser la séance. Quelques éléments de réflexion intéressants s'en dégageraient peut-être.

Petite comparaison enfin : le jeudi 27 janvier, l'émission *l'Événement*, sur TF1 avait soumis le même Giscard à des « questions de femmes ». La formule était très différente : les réalisateurs, au préalable, avaient filmé et enregistré « en situation », chez elles, quatorze femmes de tous milieux et de conditions de vie diverses. Le travail de reportage était attentif, à la fois approfondi et discret. Giscard, dans un salon particulier, séquence après séquence, a tenté de répondre.

Interpellé par ces propos simples, ces questions directes, incapable d'entrer dans le vif du quotidien, il fut, plus que jamais, flou, abstrait, inconsistent... « de trop ».

René LANARCHE ■

## sélection TV

**Samedi 5 février 1977 de 14 h 05 à 16 h 20, sur France-Culture : Israël : socialisme nationalisme et liberté**, par Jean Yanowski. Deux heures d'enquête, de débats, de dialogues pour savoir si ces trois thèmes constituent une contradiction irréductible, dans un pays en guerre. Pour nous une nation qui en opprime une autre n'est pas libre...

**A 20 h 30 sur FR 3 : Le Vaisseau fantôme**, opéra romantique en trois actes de Richard Wagner, en stéréophonie avec France-Musique.

**Dimanche 6 février à 17 h 45 sur TF 1 : Winchester 73** d'Antony Mann. Un western dramatique et dynamique dont la vedette principale est un fusil. Une démythification de la violence.

**A 22 h 25 sur TF 1 : Corée du Sud : la guerre froide continue**. Documentaire de la TV suisse. Développement économique à la japonaise, anticommunisme et répression brutale de toute forme d'opposition.

**A 22 h 30 sur Antenne 2**, un documentaire : *Des Hommes, des jules*. « Ar-Men » ou les gardiens de phare. La vie des gardiens de phare, la relève filmée dans le phare « le plus sauvage » d'Europe, dont la construction a duré 30 ans. Les gardiens parlent de leurs habitudes, de leurs angoisses.

**A 22 h 30 sur FR 3** : cinéma de minuit : *Le Faucon maltais* de John Huston avec Humphrey Bogart.

**Lundi 7 février à 20 h 30 sur FR 3** : un film : *Le Pistonné* de Claude Berri avec Guy Bedos dans le rôle du civil allergique à la vie militaire.

**A 20 h 30 sur TF 1** : un film : *Le Grand Alibi* d'Alfred Hitchcock. Une excellente surprise à voir ou même à revoir.

**A 22 h 15 : Portrait : Fritz Lang**. 2<sup>e</sup> partie : l'exil aux Etats-Unis.

**Mardi 8 février à 20 heures sur France-Culture : Dialogues** par Roger Pillaudin. Le problème des enseignants supérieurs, avec René Rémond et Louis Mexandeau. Les grands thèmes issus de 1968 continuent à se poser en termes à peu près semblables dans l'Université. Quelles sont les conditions d'une réforme efficace.

**Mercredi 9 février à 22 heures sur TF 1** : émission médicale *Le droit à la folie* ou l'expérience du château de Laborde.

**Jeudi 10 février à 20 h 30 sur FR 3**, un film : *La Mariée était en noir* de F. Truffaut.

**Vendredi 11 février à 20 h 30 sur FR 3 : La fatigue scolaire** (cf. TS n° 726).

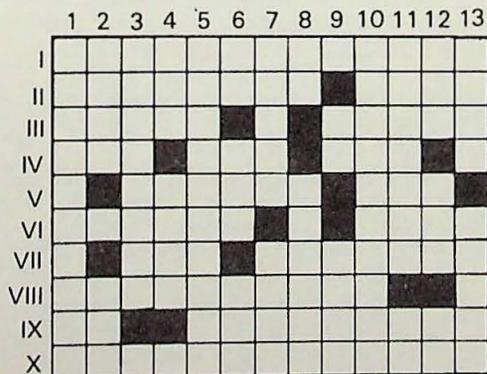
**A 22 h 30 : Voyage dans le cosmos** (4<sup>e</sup> émission). « La voie lactée » : un nombre fantastique d'étoiles, 10 milliards, peut-être plus, dont notre Soleil fait partie.

**A 21 h 30 sur Antenne 2 : Apostrophes** : Ruses et pouvoirs de l'argent.

**A 23 h 47 sur Antenne 2**, cinéma : *The old Fashioned ways*. « La Parade du rire », l'humour sous toutes ces facettes de W.-C. Fields.

## les mots croisés de TS

Problème n° 12



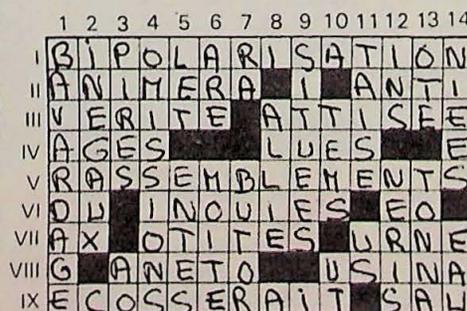
Horizontalement :

I. On fera tout pour que le pouvoir en perde le maximum ! II. Dans la lune - son coup peut surprendre. III. Dépôt de taxis - se fait après avoir couru et volé ! IV. Quelle résistance ! - être dedans n'est pas forcément confortable - un des « ancêtres » du PSU (sigle). V. Souvent peu stables - chewing-gum du gardien. VI. ... Enfants ! - retint. VII. Nom de Dieu ! - avec Marty dans la Mer Noire. VIII. Se fit des cheveux. IX. Note - serai digne. X. Deux qui nous firent plus d'histoires que d'histoire (3 mots dont 2 noms propres).

Verticalement :

1. Précède une négociation. 2. Etat des Etats - lutte à San Sebastian. 3. Vont bien ? 4. De bas en haut : a fait du mal - ne plane pas forcément. 5. Peut être parlementaire, mais aussi montagnard ! 6. Dans le vide - s'accroissent en passant - de l'air ! 7. Permet de distinguer une vessie d'une lanterne - fait vinaigre. 8. Champion - fait comme une célébrité du Louvre. 9. Mais pas forcément su - filma un vacancier, un oncle et un facteur. 10. Elles règnent chez nous. 11. Quand le courant passe ou quand il ne passe plus - bruit de tambour. 12. Du sable - parcourue - coule dans le Nord. 13. De bas en haut : ont leurs piliers - a une langue de vipère.

Solution du n° 11.





## « ils l'attendaient, la crise »

A lire l'ensemble de la presse à la veille du congrès on allait voir une fois de plus une grave crise se dérouler. Fidèle à « sa vocation » en somme, le PSU allait s'engager dans une lutte fratricide, et ne pouvait manquer d'éclater.

Intoxication, auto-intoxication, à nos confrères de nous répondre. Mais qu'ils ne s'étonnent pas si nous nous amusons à notre tour, quand, au vu du congrès, ils avouent candidement (et après tout honnêtement) qu'il n'en est rien. Il est vrai que l'on peut ensuite retourner le propos et dire comme *Le Figaro* : « Pour un parti dont la caractéristique majeure est de se remettre perpétuellement en question, les polémiques et les tendances ne sont qu'une preuve de bonne santé. »

De la santé, il en fallait certes pour suivre la floraison des discussions, tant dans le débat général qu'en commission. Mais si ces discussions ont provoqué parfois de vifs affrontements, à aucun moment elle n'ont pris l'aspect d'une crise. Tant pis pour *Libération* qui avait cru devoir titrer son compte rendu de la première séance « Un congrès de crise ».

L'appréciation était plus proche de la réalité quand *Libération* écrit après la fin du congrès : « Si la majorité se sent confortablement assise avec 66% des mandats, le deuxième courant organisé autour des militants de l'ex-AMR était lui aussi satisfait de son score (22%), assez en tout cas pour écarter tout départ du PSU. Quant au dernier courant, très minoritaire (11%), il a vivement critiqué l'organisation du parti en demandant qu'il devienne plus autogestionnaire et qu'il donne plus de place aux représentants des régions, des minorités et des femmes. »

A dire vrai, insister sur le confort des courants est voir les choses par le petit bout de la lorgnette.

Bernard Brigouleix, dans *Le Monde*, rend compte du débat principal et de ce qu'ont été les problèmes centraux du congrès :

« M. Mousel a expliqué qu'il existe une contradiction « entre le refus des normes et des valeurs de la société actuelle, et la difficulté de concrétiser ce refus dans une forme d'organisation révolutionnaire, et donc dans un projet politique. Les travailleurs, a-t-il noté, n'acceptent plus de voir leurs aspirations présentées en version sous-titrée par des organisations qui prétendent exprimer à leur place ce qu'ils pensent. [...] Construire un pouvoir populaire suppose la réalisation de deux volontés. La première est de respecter l'autonomie de ce pouvoir, la seconde est de réaliser l'union populaire. [...] C'est dans la mesure où nous serons autonomes que nous ferons avancer l'union. »

Pour sa part, M. Maurice Najman a souligné que les travailleurs « ont l'expérience d'un certain type d'union, pour ne pas dire l'expérience de la trahison et de la désillusion ». Il a ajouté : « La lutte des classes et les différentes luttes sociales marquent le pas. [...] Cet attentisme, ces hésitations, ce découragement, peuvent donner un champ d'action aux forces les plus réactionnaires, qu'on les appelle nationales, populaires ou bonapartistes. La victoire électorale de l'union de la gauche peut être compromise. [...] Il nous faut, en tant que parti politique, comprendre que cet attentisme, ce découragement proviennent pour une part de la stratégie des partis du programme com-

mun, de leur type d'alliances strictement électoralistes. »

Sans doute était-il difficile de faire, à chaud, une analyse approfondie de tous les travaux des commissions. Qu'il s'agisse des nationalisations, des institutions, des problèmes de l'armée, des minorités nationales, des structures du parti, des propositions importantes ont été approuvées. La publication de l'ensemble des résolutions, montrera qu'un matériau important a été élaboré qui armera les militants du parti pour les luttes et discussions qu'ils auront à affronter.

De même l'appel pour le « rassemblement autogestionnaire » a été peu perçu, peut-être à cause de l'heure tardive à laquelle il a été adopté. En revanche la présence massive des délégations étrangères a impressionné. *Le Monde* souligne :

« La réunion de Strasbourg a d'autre part confirmé l'importance qu'ont pris au PSU les questions internationales. Si l'intervention de M. Leonid Pliouchtch a été la plus remarquée, et la plus applaudie, de nombreuses autres personnalités et délégations étrangères ont pris la parole à la tribune du congrès. Le nombre et la variété des messages de solidarité et d'amitié adressés au PSU pouvaient presque faire croire à la réunion d'une V<sup>e</sup> Internationale. »

Il était dans l'ordre des choses que la question des municipales retienne l'attention. Mais on aurait aimé une compréhension un peu plus exacte des positions du PSU, largement explicitées depuis le conseil de Joinville et que le congrès a largement confirmées.

Laissons cependant la parole à nos bons confrères, nos lecteurs apprécieront.

Pour Rouge :

« L'aspect le plus intéressant de ce

congrès — que l'on pourrait qualifier de congrès d'attente — est sans doute ailleurs. Autour d'une démarche stratégique à l'égard de l'Union de la gauche, qui, si elle s'était poursuivie, ne pourrait déboucher que sur des concessions progressives à mesure que la situation politique se tendrait, la majorité s'est divisée sur les questions tactiques. Si les thèses n'ont finalement pas été amendées de façon significative, il n'empêche qu'un courant existe maintenant dans le PSU, favorable à un compromis programmatique avec les partis de gauche qui résoudrait lui-même l'une des interrogations de ce congrès : à quelles conditions le PSU doit-il participer à un gouvernement de gauche ?

Encore minoritaire aujourd'hui, ce courant risque, plus rapidement que prévu, d'entraîner le PSU dans sa propre logique de ralliement. Une telle hypothèse provoquerait-elle une recomposition politique dans un parti largement acquis à l'idée d'une entente, comprise comme « conflictuelle » avec les partis signataires du Programme commun ? C'est, en tout cas, le seul pari que peuvent aujourd'hui faire les minoritaires du courant B. L'attitude de l'extrême gauche, unie dans la préparation des élections municipales, ne sera pas sans conséquences sur la « clarification » désormais ouverte au sein du PSU. »

Sous la plume de Jean-Louis Péninou, *Libération*, souligne lui que :

« Le PSU dans un nombre non négligeable de villes (un tiers des villes de plus de 30 000 habitants) participera aux listes d'union de la gauche, comme en Seine-Saint-Denis, où les municipalités communistes compteront désormais fréquemment un ou deux conseillers PSU. »